ML.

- 1 - Coördination

L. 8594/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 3 février 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en coördinatie" van het koninklijk besluit "van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel", heeft de 3e februari 1964 het volgend advies gegeven :

11.3.64

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Dans le présent projet et les projets connexes, certains articles contiennent la formule : "le Ministre qui a le service de l'administration générale sous son autorité", tandis que d'autres reproduisent la formule "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions". Cette dernière formule n'est pas parfaitement adéquate bien qu'elle ait été employée dans de nombreuses dispositions réglementaires et même dans des dispositions légales telles que l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. En effet, l'expression "administration générale" a, dans la Constitution, un sens assez différent de celui qu'elle a dans la formule considérée. A l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, l'expression désigne l'ensemble des services qui sont placés sous l'autorité du Roi et des Ministres, et qui les assistent dans l'exercice du pouvoir exécutif. Aux articles 116 et 129 de la Constitution , l'expression est prise dans un sens analogue . L'arrêté royal du 30 mars 1939 a sans doute institué sous la dénomination de "Service d'administration générale", un service qui est notamment chargé de l'examen des problèmes généraux relatifs au personnel de l'ensemble des administrations de l'Etat. Et il en est résulté une tendance à désigner par l'expression "administration générale", les attributions ministérielles concernant ces problèmes généraux. Il n'en reste pas moins vrai que l'expression est ainsi employée dans un sens qui n'est défini de manière directe par aucune disposition légale ou réglementaire, et qui diffère du sens qui est le sien dans la Constitution.

.../...

En raison des critiques que pouvait soulever la formule "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions", certains textes réglementaires récents ont employé la formule suivante : "le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité". Cette terminologie nouvelle a été introduite dans le statut du 2 octobre 1937 par l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie.

Selon les délégués du Ministre, l'emploi dans les projets , tantôt d'une formule, tantôt de l'autre, exprime une intention délibérée. Le Gouvernement s'est servi de la formule "le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité" dans les cas où il a entendu à la fois confier une compétence au Ministre dont il s'agit, et indiquer ou rappeler que dans l'exercice de cette compétence ce sera le service d'administration générale qui sera chargé d'assister le Ministre. Il s'est servi de la formule "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions" dans les cas où il a entendu confier une compétence au Ministre dont il s'agit et le faire assister dans l'exercice de cette compétence par un des deux autres services dont les activités concernent le personnel de l'ensemble des administrations de l'Etat : le secrétairat permanent au recrutement et la direction générale de la sélection et de la formation que vient d'instituer l'arrêté royal du 12 décembre 1963.

La méthode suivie par le Gouvernement soulève de sérieuses objections. Le pouvoir de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des arrêtés royaux appartient au Ministre et il est loisible à celui-ci de se faire assister,

.../...

dans l'exécution de sa mission, par n'importe quel service ressortissant à son autorité, sous la seule réserve du respect des compétences confiées à tel ou tel service par des dispositions légales ou réglementaires, telles que, par exemple, certains articles du statut des agents de l'Etat ou les règlements organiques de certains Ministères.

D'ailleurs, l'emploi des deux formules distinctes reproduites ci-dessus ne suffit pas pour définir avec clarté les compétences respectives du Secrétariat permanent de recrutement, du service d'administration générale et de la direction générale de la formation et de la sélection. On peut craindre que, même si elle était expliquée dans un rapport au Roi, la différence entre la formule employée dans une partie des articles du statut et la formule utilisée dans l'autre n'échappe encore très largement à l'attention. Au surplus, la méthode suivie risque de provoquer d'autant plus de confusion que, dans le projet, l'expression "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions " présuppose ou implique l'attribution d'une compétence au Secrétariat permanent de recrutement ou à la Direction générale de la formation et de la sélection, alors que dans les arrêtés antérieurs, la même expression a été employée sans qu'aucune distinction soit faite selon le service chargé d'assister le Ministre.

Pour éviter les difficultés qui viennent d'être exposées, il se recommanderait d'introduire dans la réglementation - en lui donnant un sens général qui ne présuppose ni n'implique aucune distinction selon le service compétent - la formule nouvelle "le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions".

.../...

II.

Le projet ne concerne pas d'autres stagiaires que ceux qui sont candidats agents de l'Etat, il est donc superflu d'ajouter les mots "candidats agents de l'Etat" au terme "stagiaires".

III.

L'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté du Régent du 12 mars 1948, et l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, pris en exécution de l'article 19 de cet arrêté du 2 octobre 1937, prévoyaient de manière expresse le transfert d'agents de l'Etat, mais omettaient complétement de l'organiser.

De l'économie de l'ensemble des dispositions statutaires, le Conseil d'Etat a déduit que s'il peut être pourvu à la vacance d'un emploi par le transfert d'un agent, c'est à la "condition que cet agent ait le grade correspondant à l'emploi à conférer" : "la promotion d'un agent appartenant à un autre département ne peut se faire que par la voie d'une nomination soumise à toutes les conditions de fond et de forme imposées par l'article 18 de l'arrêté du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté du 12 mars 1948"(1).

.../...

(1) Arrêts du 11 juillet 1956, n° 5258. "Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat", 1956, p. 553; du 11 juillet 1957, n° 5770, ibidem, 1957, p.466.

Un arrêté royal du 7 mai 1958 a consacré par une disposition réglementaire la solution jurisprudentielle qui vient d'être indiquée, et a complété à cet effet l'article 18, alinéa 3, c, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948. On peut toutefois reprocher au texte introduit par l'arrêté du 7 mai 1958 de ne pas énoncer de manière claire et directe dans un article à portée générale les règles auxquelles le Gouvernement entendait soumettre le transfert. On peut aussi reprocher à ce texte de confondre deux choses : la définition du transfert et l'établissement d'une règle restrictive selon laquelle il ne peut être pourvu à la vacance d'un emploi par le transfert d'un agent que si celui-ci a déjà le grade correspondant à l'emploi à conférer ou un grade équivalent.

Par ailleurs, on décèle un manque de concordance entre le texte introduit par l'arrêté du 7 mai 1958 dans l'article 18 du statut et maintenu par le projet, et certaines dispositions en projet : les articles 28, 34, alinéa 2, et 35, § 2, du projet d'arrêté royal relatif au signalement et à la carrière des agents de l'Etat (L.8595/1) organisent des modes de promotion impliquant ou pouvant impliquer des transferts.

Pour remédier aux imperfections des textes actuels et éviter des discordances ou des répétitions (1) dans la réglementation en projet, il se recommanderait de compléter le statut par des dispositions réglant expressément le transfert. Ces dispositions devraient définir le transfert et indiquer, compte tenu des dispositions nouvelles introduites en matière de promotion, dans quels cas le transfert est autorisé et à quelles règles il est soumis . Les deux phrases figurant dans l'article 18, alinéa 4, c ("Il faut entendre par transfert ..."), trouveraient mieux leur place parmi ces dispositions. Le Conseil d'Etat estime devoir renouveler la suggestion qu'il a faite en ce sens dans son avis du 11 avril 1958 concernant le projet qui est devenu l'arrêté du 7 mai 1958 (L. 6210/2).

.../...

(1) Voir par exemple présent projet, article 70; projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, article 2 (L.8596) .

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREMIERE PARTIE. DES AGENTS DE L'ETAT.

Article 3.

Pour respecter la terminologie du présent arrêté et spécialement celle de l'article 1er qui définit l'expression "agent de l'Etat", il convient d'employer à l'alinéa 1er du § 1er, l'expression "agents de l'Etat" plutôt que l'expression "agents des administrations de l'Etat".

Il résulte du § 2 que la hiérarchie est divisée en "niveaux", qui sont eux-mêmes subdivisés en "rangs hiérarchiques". Les niveaux sont donc, comme les rangs, des divisions de la hiérarchie. Le projet adopte la terminologie suivante : d'une part, "niveaux" et, d'autre part, "rangs hiérarchiques". Désignant aussi une division de la hiérarchie, le terme "niveau" pourrait, tout aussi bien que le terme "rang", être complété par l'adjectif qualificatif "hiérarchique".

On a, dès lors, le choix entre les formules suivantes : d'une part, "niveau hiérarchique" et "rang hiérarchique" ou, d'autre part, "niveau et "rang" . Mais il n'est pas logique d'adopter la terminologie employée par le projet. Les formules qui seront choisies devant être employées fréquemment, il paraît préférable d'adopter simplement les termes "niveau" et "rang".

.../...

Le projet définit le grade de la façon suivante: "Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang hiérarchique et l'habilite à en exercer une des fonctions estimées correspondantes". La seconde partie de cette définition est équivoque, car elle ne permet pas de savoir si l'agent est habilité à exercer une fonction estimée correspondante au grade ou s'il est habilité à exercer une fonction estimée correspondante au rang. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre, que les fonctions correspondent aux grades et non pas aux rangs.

Le projet ne désigne pas l'autorité qui sera compétente pour déterminer les fonctions qui correspondent aux grades. Selon le délégué du Ministre, cette question doit faire l'objet d'un arrêté postérieur qui établira la "hiérarchie fonctionnelle".

Puisque les fonctions ne sont pas encore définies, il paraît préférable de dire, dans la définition du grade, que l'agent peut occuper un emploi correspondant à son grade. Le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis sur un "projet d'arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat", il formule une observation au sujet de la confusion entre la notion de grade et celle de fonction.

Article 4.

Cet article dispose que l'agent de l'Etat est classé au rang de son grade. Cette disposition est inutile, puisque la définition du grade, donnée à l'article 3, indique déjà que le grade situe l'agent à un rang.

.../...

Il pourrait, par contre, être utile de préciser dans le texte que chaque agent doit être nommé à un grade. Cette disposition exprimerait la solution traditionnelle selon laquelle, en règle générale, les agents ne sont pas désignés par l'autorité qui les nomme pour occuper un emploi déterminé, mais sont nommés à un grade, chaque grade permettant d'occuper des emplois distincts auxquels les agents sont affectés ultérieurement par une décision qui ne présente pas le même caractère de stabilité que la décision qui attribue le grade.

Compte tenu de ces observations, les articles 3 et 4 pourraient être rédigés de la façon suivante :

"Article 3.-

§ 1er. Les agents de l'Etat sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend quatre niveaux et vingt-cinq rangs.

§ 2. Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie, selon la qualification de la formation et des aptitudes qui doivent être attestées pour que ce grade puisse être attribué.

Le rang détermine l'importance relative d'un grade dans son niveau.

.../...

Article 4.-

Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang et qui l'habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d'un même rang sont dénommés "grades équivalents".

La répartition des grades entre les différents niveaux et rangs est faite par Nous".

Article 5.-

L'alinéa 3 prévoit que les agents des niveaux 3 ou 4 sont nommés par les chefs d'administration auxquels le Ministre a confié ce pouvoir. Cette disposition n'enlève pas au Ministre le droit de procéder lui-même à ces nominations. Toutefois, pour éviter une discordance apparente avec l'article 24 du projet ayant pour objet de modifier l'arrêté royal du 7 août 1939 (L. 8595/1), il s'indiquerait de rédiger comme suit l'alinéa sous examen :

"Les agents de l'Etat des niveaux 3 ou 4 sont nommés par le Ministre ou par les chefs d'administration auxquels il a confié ce pouvoir".

.../...

PARTIE III. DU RECRUTEMENT.

OBSERVATIONS CONCERNANT L'ENSEMBLE DE LA PARTIE III.

La matière du recrutement est une de celles qui subissent une réforme fort importante.

A. Pour ce qui est du système de recrutement :

I.

Le projet substitue à l'examen d'admission à titre définitif, l'appréciation de l'aptitude du stagiaire par une autorité qualifiée (articles 29 et 30, et 37 et 38).

II.

Le projet favorise l'acquisition par les agents de l'Etat en fonctions, d'un grade d'un niveau supérieur.

Le projet supprime les concours spéciaux d'accession réservés aux agents de la catégorie immédiatement inférieure par l'article 16, dernier alinéa, du statut du 2 octobre 1937, et les articles 26 à 28 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939. Il soumet les agents de l'Etat qui désirent être nommés à un grade du niveau supérieur, au même concours que les candidats étrangers à l'administration (article 72, § 1er, 2°, nouveau). Toutefois, le présent projet et les projets connexes établissent plusieurs règles particulières au bénéfice de ces agents.

.../...

Ils leur accordent notamment des dispenses de diplôme et instituent, en leur faveur, le système du classement des lauréats en deux groupes distincts : ceux qui ont participé au concours en qualité d'agent de l'Etat et ceux qui ont participé au concours en qualité d'étranger à l'administration.

B. Pour ce qui est de l'organisation des épreuves :

I.

Le secrétaire permanent au recrutement reste compétent pour l'organisation des concours de recrutement (article 21, alinéa 1er). Toutefois, aux termes de l'article 21, alinéa 2, "à la demande du Ministre intéressé, l'organisation des concours de recrutement à un grade propre à un Ministère et classé dans les niveaux 3 ou 4, est déférée par le secrétaire permanent au recrutement et sauf opposition de sa part, au service dont ressortissent ou ressortiront les candidats".

II.

L'article 21, alinéa 1er, première phrase, dispose : "Les règles générales concernant l'organisation des concours de recrutement ainsi que le montant du droit d'inscription à ces concours sont fixés par Nous". Toutefois, s'écartant sur ce point de la réglementation actuellement en vigueur, ni le texte nouveau du statut ni le projet d'"arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat" ne contiennent plus de disposition déterminant le programme des épreuves et les modalités de déroulement de celles-ci.

.../...

En ce qui concerne les jurys, l'article 42 nouveau du statut en confie la présidence au secrétaire permanent au recrutement, ou à son délégué. Pour le surplus, l'article 17 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat se borne à déléguer aux Ministres qu'il désigne le pouvoir de fixer le programme des épreuves, et à soumettre le programme des concours de recrutement à l'avis préalable du secrétaire permanent. Aux termes de l'article 18 du même projet, "Les autorités chargées de fixer le programme des épreuves de carrière déterminent, selon les formalités prévues à l'article 17, les modalités essentielles d'organisation de ces épreuves. Ces modalités essentielles concernent notamment l'agencement interne des épreuves, le mode de cotation et la qualification requise des membres des jurys". Si ces modalités sont vraiment essentielles, il y a un certain manque de concordance entre l'article 21 du statut et les articles 17 et 18 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat.

Au surplus, s'il se comprend que le Gouvernement veuille donner aux épreuves de recrutement une organisation plus souple que l'organisation actuelle, on pourrait cependant élever des doutes au sujet de la régularité de certaines délégations ainsi accordées aux Ministres. Des controverses peuvent naître à cet égard, et le risque n'est pas exclu de voir des juridictions censurer ce qu'elles pourraient considérer comme des délégations interdites.

C. Pour ce qui est de l'organisation du stage :

I.

Le projet étend aux stagiaires de tous les niveaux le statut juridique propre aux stagiaires déjà établi pour la première catégorie par l'arrêté royal du 16 février 1961.

.../...

II.

Le projet réduit la durée du stage pour les niveaux 2, 3 et 4 : de deux ans à six mois pour le niveau 2, d'un an à trois mois pour les niveaux 3 et 4.

OBSERVATIONS PROPRES A CERTAINS ARTICLES.

TITRE Ier. - DES EPREUVES DE RECRUTEMENT.

Article 16.

Article 16, § 1er.

Le début de cette disposition gagnerait à être rédigé comme suit : "Sont autorisés à se présenter aux concours de recrutement en qualité d'étranger à l'administration, les candidats qui satisfont aux conditions suivantes : ... ".

+

Dans son texte originel, l'article 4 du statut du 2 octobre 1937 disposait : "Les règlements organiques, fixés par Nous sur avis de Notre Conseil des Ministres, déterminent le mode de nomination à chaque fonction". Cet article a toujours été interprété comme permettant au Gouvernement de fixer, par voie de règlements organiques, des conditions supplémentaires de nomination à certains grades ou à certains emplois, telles que par exemple, une ancienneté dans un grade déterminé, ou un diplôme particulier. A cet égard, la portée de l'article 4 du statut n'a subi aucun changement lors de la modification apportée par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, bien que la règle ci-dessus indiquée résulte de manière moins manifeste du texte nouveau qui s'exprime en termes beaucoup plus généraux.

.../...

Sous réserve de l'emploi de la formule "le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité", l'article 6 nouveau du statut reproduit mot pour mot l'article 4 actuel, tel qu'il a été modifié par les arrêtés des 7 décembre 1959 et 23 septembre 1963.

L'article 6 nouveau du statut implique que le Gouvernement peut encore - par la voie d'un règlement organique comme le prévoit cet article - exiger un diplôme spécial pour la nomination à certains grades. C'est ce que confirme l'article 16, § 4. En effet, cet article énonce qu'une dispense de diplôme ne peut jamais être accordée à un agent de l'Etat lorsqu'il s'agit "d'un diplôme ou d'un certificat d'études attestant une qualification professionnelle en relation directe avec les aptitudes spéciales absolument requises pour la fonction à exercer".

La règle que le Gouvernement peut, en raison des aptitudes spéciales requises pour l'exercice de certaines fonctions, imposer la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers pour le recrutement à des grades ou des emplois déterminés, a une grande importance. Il se recommande dès lors d'énoncer cette règle de manière directe plutôt que de se borner à en faire mention à l'occasion de dispositions déterminant dans quelles limites les agents de l'Etat sont dispensés de la condition de la possession de diplômes ou certificats d'études (1).

.../...

(1) Présent projet, article 16, § 4; projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, article 28, alinéa 4 (L. 8595/1).

Le Conseil d'Etat propose dans ce but de compléter l'article 16, § 1er par un alinéa 2 dans lequel serait employée une formule plus concise que celle de l'article 16, § 4 du projet, et qui serait rédigé comme suit :

"Les règlements organiques peuvent imposer la possession de diplômes ou de certificats d'études particuliers pour le recrutement à certains grades ou à certains emplois lorsque cette condition est justifiée par la nature des fonctions à exercer".

Article 16, § 4.

Cette disposition tend en réalité à compléter l'article 28 du projet organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (L.8595/1); elle trouverait mieux sa place dans ce dernier projet.

Article 16bis.

Si le Gouvernement se rallie à la proposition formulée par le Conseil d'Etat de compléter l'article 16, § 1er, par un alinéa 2, il convient de modifier en conséquence la référence faite en tête de l'article 16bis.

Par ailleurs, comme l'article concerne des agents d'autres services publics que les administrations de l'Etat, le Conseil d'Etat, contrairement à l'observation générale II, ne propose pas ici de supprimer les mots "candidats agents de l'Etat" après le mot "stagiaires".

L'alinéa 1er pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

.../...

"Par dérogation à l'article 16, § 1er, alinéa 1er, 5°, dispense de la condition relative à la limite d'âge est accordée aux candidats qui ont déjà la qualité d'agent de l'Etat soumis au présent arrêté, ou la qualité de stagiaire candidat agent de l'Etat".

Article 18.

Le projet apporte à l'article 18 des adaptations d'une portée fort limitée. Aussi, nonobstant les imperfections de la rédaction de cet article, le Conseil d'Etat estime ne pas pouvoir proposer un texte nouveau pour l'ensemble de cette disposition. Il se bornera à proposer des amendements de forme à des textes nouveaux introduits par le projet, et une modification des textes relatifs au transfert. En effet, comme il a déjà été indiqué dans l'observation générale III, ces textes ne concordent pas avec certaines dispositions nouvelles de la réglementation en projet, qui organisent dans certains cas des modes de promotion impliquant ou pouvant impliquer des transferts. Ils ne concordent pas non plus avec d'autres dispositions nouvelles qui soumettent dorénavant le changement de grade à certaines règles.

Le texte nouveau introduit par le projet porte que la publication au Moniteur belge, prescrite par l'alinéa 2, b, "... invitera les candidats à faire acte de candidature dans les quinze jours auprès du secrétaire permanent au recrutement". Il serait préférable d'employer la formule : "... et indiquera que les candidatures doivent être adressées dans un délai de quinze jours au secrétaire permanent au recrutement".

.../...

Le début de la deuxième phrase de l'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit : "... Il visera les articles de la présente partie III auxquels il déroge... "

Il n'est pas nécessaire de donner dans l'article 18 du statut une définition du transfert. Aussi, pour éviter une discordance entre le texte inséré à l'article 18 en vue de donner cette définition, et plusieurs articles de la réglementation en projet, il suffirait de rédiger l'alinéa 4 de la manière indiquée ci-après.

Selon les explications données par les délégué du Ministre, en cas de transfert d'un agent de l'Etat à un emploi d'un grade qui n'est pas identique mais équivalent au grade dont l'intéressé était titulaire, la mesure de transfert emporte nomination au grade de cet emploi sans que doivent être suivies les règles applicables au changement de grade. Il serait préférable d'énoncer cette précision dans le texte.

En conséquence, sous réserve de la suggestion contenue dans l'observation générale III, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'alinéa 4, c, de l'article 18 :

"c) l'impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par concours, promotion, changement de grade,ou par trans d'un agent de l'Etat ayant déjà le grade de l'emploi à conférer, ou un grade équivalent.(Le transfert d'u agent de l'Etat à un emploi d'un grade équivalent emporte nomination à ce grade sans qu'il y ait lieu à application des dispositions relatives au changement de grade)".

.../..

Article 19.

L'arrêté du Régent du 3 mai 1948 a eu pour objet non seulement de détermine les modalités d'exécution de l'article 19 du statut, mais aussi d'étendre le champ d'application de ce dernier article. C'est ce que soulignent le rapport au Régent qui précède l'arrêté du 3 mai 1948 et le premier considérant du préambule de cet arrêté.

Si le projet apporte à l'article 19 certaines modifications pour l'adapter aux circonstances nouvelles, il laisse subsister un manque de concordance entre cet article et l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 tel qu'il sera modifié par le projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis n° L.8596/1 .

Pour supprimer ce manque de concordance sans modifier profondément le texte actuel, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 19 comme suit :

"Article 19.-

Les dispositions de la présente partie III ne sont pas applicables aux anciens agents de la colonie, aux membres de l'ordre judiciaire, ni aux catégories de titulaires d'autres fonctions publiques ou de militaires désignées par Nous.

Les candidats visés à l'alinéa 1er pourront être nommés agents de l'Etat au sens du présent statut aux conditions générales fixées par Nous".

.../...

Article 20.

Afin de mieux faire apparaître la distinction qu'il y a entre le cas indiqué au 1° et les cas indiqués aux 2° et 3°, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article comme suit :

"Article 20.-

Sont conférés par la voie d'un concours de recrutement, les grades des rangs 10, 20, 30 et 40 (1).

Les règlements organiques des Ministères peuvent décider que seront également conférés par la voie d'un concours de recrutement :

1° certains grades d'autres rangs pour lesquels la nature des fonctions à exercer requiert soit la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers, soit des aptitudes particulières à vérifier par une épreuve;

2° certains grades qui, tout en étant classés aux rangs 41 et 42, ne sont pas susceptibles, en raison de la nature des fonctions auxquelles ils correspondent, d'être attribués par avancement de grade".

.../...

(1) Sous réserve de l'observation faite au sujet des numéros des grades par le Conseil d'Etat dans son avis concernant le projet d'arrêté royal "relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat" (avis L. 8603/1).

Article 21.

Les observations appelées par l'alinéa 1er ont été faites parmi les observations générales relatives aux dispositions du statut réglant le recrutement. Toutefois, il y a lieu d'ajouter que la seconde phrase de l'alinéa 1er trouverait mieux sa place à l'alinéa 2.

Il résulte des mots "... et sauf opposition de sa part ..." insérés à l'alinéa 2 que, dans l'hypothèse où le Ministre intéressé lui demande de déférer l'organisation d'un des concours de recrutement indiqués "au service dont ressortissent ou ressortiront les candidats", le secrétaire permanent au recrutement conserve, dans une certaine mesure, le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non de déférer l'organisation de l'épreuve. Il conviendrait donc de remplacer les mots "est déférée" par les mots "peut être confiée", et de supprimer les mots "sauf opposition de sa part".

Au surplus, il se recommanderait de désigner l'autorité à laquelle l'organisation du concours peut être confiée. Selon les précisions données par les délégués du Ministre, cette autorité sera le secrétaire général du Ministère, ou si le service intéressé ne fait pas partie d'un ensemble de services relevant d'un secrétaire général, le chef d'administration auquel ressortit ce service. En outre, le secrétaire général ou ce chef d'administration pourra déléguer le pouvoir d'organiser le concours de recrutement au chef d'administration sous l'autorité directe duquel est placé le service intéressé.

.../...

L'article 21, alinéa 2, devrait en conséquence être rédigé comme suit :

"Les concours sont organisés par le secrétaire permanent au recrutement. Toutefois, l'organisation d'un concours de recrutement à un grade propre à un Ministère et classé au niveau 3 ou 4 peut, à la demande du Ministre intéressé, être confiée par le secrétaire permanent au recrutement au secrétaire général ou, à défaut de secrétaire général, au chef d'administration dont relève le service pour lequel le recrutement doit avoir lieu. Ceux-ci peuvent déléguer le pouvoir d'organiser le concours de recrutement au chef d'administration sous l'autorité directe duquel est placé le service intéressé".

Article 21bis (article proposé par le Conseil d'Etat).

Les articles 22, alinéa 2, et 23 du projet, et l'article 2, alinéa 1er, du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat (L.8602/1) organisent la publicité des concours de recrutement. La même règle se trouve donc énoncée plusieurs fois.

Il se recommande de fondre en un seul article les dispositions contenues dans les trois articles cités. L'article nouveau pourrait trouver sa place à la fin de la "section première" contenant les "dispositions générales" relatives aux concours de recrutement.

Le Conseil d'Etat propose d'introduire dans le statut un nouvel article 21bis, qui serait rédigé comme suit :

.../...

"Article 21bis.-

Le nombre d'emplois à conférer (ou le nombre de stagiaires susceptibles d'être admis) (1), les conditions requises dans le chef des candidats, ainsi que les modalités de chaque concours de recrutement sont portés à la connaissance du public par avis inséré au Moniteur belge et, en outre, si l'autorité chargée de l'organisation du concours le juge opportun, par tout autre moyen de publication qu'elle estime adéquat".

Article 22.

+

Jusqu'à l'arrêté royal du 16 février 1961, les concours de recrutement étaient organisés pour chacune des quatre catégories en vue de l'attribution d'emplois déterminés. Cet arrêté a institué pour la première catégorie un système nouveau selon lequel les concours sont organisés en vue du recrutement d'un nombre de stagiaires fixé par le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité, ce Ministre disposant d'une certaine liberté pour apprécier les besoins de l'Etat en matière de recrutement.

.../...

---

(1) Voir l'article 22, alinéa 2, première phrase, du projet et l'observation faite au sujet de cette disposition par le Conseil d'Etat.

L'article 22, alinéa 2, nouveau, du statut maintient pour le niveau 1, le système instauré par l'arrêté royal du 16 février 1961. Le Conseil d'Etat rappelle les observations qu'il a faites au sujet de ce système dans son avis du 10 février 1961 (L. 7437/1). En outre, il attire l'attention du Gouvernement sur les difficultés de concilier le système dont il s'agit avec plusieurs des dispositions introduites par la réglementation en projet. Aux termes de l'article 72, § 1er, 2°, nouveau du statut, et de l'article 28 du projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, l'agent de l'Etat qui désire être nommé à un grade du niveau supérieur doit se soumettre au concours organisé pour le recrutement à ce niveau. L'article 72, § 1er, 2°, qualifie ce mode de nomination de "promotion par recrutement au niveau supérieur à celui de l'agent". Désormais, comme il a déjà été souligné, c'est donc par la voie d'une même épreuve qu'ont lieu le recrutement de personnes étrangères à l'administration et la promotion d'agents de l'Etat du niveau immédiatement inférieur. Par ailleurs, l'article 73 dispose en termes généraux que "la promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi permanent du grade à conférer". L'épreuve étant la même pour le recrutement de stagiaires du niveau 1 et pour la promotion d'agents de l'Etat du niveau 2 désireux d'être admis au niveau 1, il paraît difficile de concilier la règle énoncée à l'article 73 selon laquelle la promotion est subordonnée à la vacance d'un emploi, et la règle énoncée à l'article 22, alinéa 2, selon laquelle le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité détermine le nombre de stagiaires à recruter sans être lié de manière absolue par le nombre d'emplois vacants. La difficulté de concilier les deux règles est d'autant plus

.../...

grande que la répartition des "emplois" entre les candidats étrangers à l'administration et les candidats ayant participé au concours en qualité d'agent de l'Etat ne peut être faite qu'après le déroulement des épreuves, sur base des résultats de celles-ci.

Consistant en ce que les concours de recrutement ne sont plus organisés en vue de l'attribution d'emplois d'un cadre déterminé, le système instauré par l'arrêté royal du 16 février 1961 et maintenu par l'article 22, alinéa 2, nouveau du statut se concilie tout aussi difficilement avec l'institution d'une réserve de recrutement. Les arrêtés royaux des 16 février 1961 et 23 mars 1961 avaient pour ce motif soustrait les concours de recrutement pour la première catégorie à l'application de l'article 13 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement. Au contraire, conçu en termes généraux, l'article 10 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat (L. 8602/1) institue une réserve de recrutement même pour les concours du niveau 1. Il y a donc manque de concordance entre cette dernière disposition et l'article 22, alinéa 2 nouveau, du statut.

Enfin, l'institution d'une réserve de recrutement, telle qu'elle est organisée par l'article 10 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière (L. 8602/1), ne se concilie pas non plus avec le système du concours annuel. On doit se demander si le remplacement à l'article 22, alinéa 1er nouveau, de la formule actuelle "dans le courant du mois de novembre de chaque année" par la formule nouvelle "de préférence dans le courant du mois de novembre" implique ou non abandon du système du concours annuel pour le recrutement au niveau 1.

\+ +

.../...

Si le Gouvernement se rallie à la proposition du Conseil d'Etat d'insérer l'article 21bis indiqué plus haut, la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 22 doit être supprimée.

En ce qui concerne la rédaction de la première phrase de cet alinéa, il serait préférable de reprendre le terme "stagiaires" qui figure dans le texte actuel.

Article 23.

Si le Gouvernement se rallie à la proposition du Conseil d'Etat d'insérer l'article 21bis indiqué plus haut, la seconde phrase de l'article doit être supprimée.

Article 26.

Il résulte de l'article 6 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat (L. 8602/1) que les lauréats des concours de recrutement des niveaux 2, 3 et 4 sont, dès leur stage, affectés à un emploi. Cette affectation constitue un élément important de la situation juridique des stagiaires des niveaux 2, 3 et 4, et distingue celle-ci de la situation des stagiaires du niveau 1. Il conviendrait d'introduire cette précision dans le statut. Elle pourrait être énoncée à l'article 26.

.../...

Article 27quater.

L'article 27 quater du projet dispose :

"Sans préjudice des dispositions qui sont ou pourraient être prises concernant la suspension du stage à l'égard des stagiaires du niveau 1, toute position administrative autre que l'activité de service suspend le stage".

La portée de l'article apparaîtrait plus clairement s'il était rédigé comme suit :

"Article 27quater.-

Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont prises en considération toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service, à l'exception des périodes d'instance de réaffectation".

S'il est vrai qu'en matière d'absences, des règles beaucoup plus strictes sont établies pour les stagiaires du niveau 1, ceux-ci tombent cependant sous l'application de la règle énoncée à l'article 27quater. Il n'y a donc pas lieu de faire commencer ce dernier article par les mots "Sans préjudice des dispositions qui sont ou pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1". Par contre, il est nécessaire de compléter les textes relatifs aux stagiaires du niveau 1, étant donné que ces textes ne déterminent pas avec assez de précision dans quelle position administrative le stagiaire est placé (article 15 de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats

.../...

à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période, arrêté que tend à modifier le projet faisant l'objet de l'avis L. 8599/1; articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 6 août 1962 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage, dispositions que tend à proroger le projet qui fera l'objet de l'avis L. 8694/1). En effet, les arrêtés qui viennent d'être cités ont été pris à un moment où le Gouvernement n'avait pas encore conçu pour les agents de l'Etat, un système complet en matière de positions administratives. Il est donc indispensable d'adapter ces arrêtés aux règles nouvelles des arrêtés en projet qui instituent semblable système non seulement pour les agents de l'Etat, mais aussi pour les stagiaires.

Dans son avis (L. 8597/1) relatif au projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat a relevé un manque de concordance entre l'article 17 de ce projet et l'article 27quater nouveau du statut. Le texte proposé ci-dessus pour ce dernier article élimine ce manque de concordance.

.../...

Article 29 (Amendé par le Ministre).

Il serait préférable de rédiger l'article comme suit :

"A l'issue du stage, le maître général des stages notifie à chaque Ministre la liste des stagiaires qu'il estime aptes à la nomination en qualité d'agent de l'Etat et qui seront affectés au Ministère placé sous son autorité. Si ce Ministère ... ".

Pour les stagiaires qu'il estime inaptes, le maître général des stages ...

Il fonde son estimation sur le dossier de notation du stagiaire".

Article 30.

L'alinéa 2 du texte amendé devrait être rédigé comme suit :

"En conclusion de son examen, la commission des stages adresse une proposition définitive motivée d'aptitude à la nomination, ou de licenciement, au Ministre désigné à l'article 29, alinéa 1er".

Article 32.

L'alinéa 2 traduirait plus clairement les intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"S'il est jugé inapte par la commission des stages, il peut néanmoins être nommé en qualité d'agent de l'Etat. Sinon il est licencié".

.../...

Article 39.

Le quatrième alinéa traduirait plus clairement les intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"S'il est jugé inapte par la commission départementale des stages, il peut néanmoins être nommé à son grade en qualité d'agent de l'Etat par l'autorité revêtue du pouvoir de nomination. Sinon il est licencié par cette autorité".

\+

\+ +

Il y a lieu de remplacer "Chapitre II" par "Titre II".

TITRE II. - DU SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT.

I.

Le projet apporte une légère modification au texte actuel en remplaçant les mots "sur proposition de Notre Conseil des Ministres" par les mots "sur proposition du Conseil des Ministres". Pour soustraire à toute critique le texte du projet, il serait préférable d'employer la formule "... de Nos Ministres réunis en conseil". Cette formule est plus précise; en outre, elle est celle qui concorde avec la terminologie de la Constitution (article 79). Toutefois, elle implique le contreseing de tous les Ministres. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, la formule la plus adéquate serait : "Sur la proposition de Notre Ministre de ... et de l'avis de Nos Ministres qui en auront délibéré en conseil".

.../...

II.

Un arrêté royal du 22 novembre 1954 apporte des dérogations temporaires au statut des agents de l'Etat en ce qui concerne la durée des mandats du secrétaire permanent et des secrétaires adjoints au recrutement. L'article 1er de cet arrêté dispose :

"Par dérogation aux articles 35 et 37 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le Roi peut nommer le secrétaire permanent et les secrétaires adjoints au recrutement pour une période qui, sans qu'elle puisse excéder cinq ans, prendra fin à la date d'entrée en vigueur de la réglementation qui remplacera le titre III (chapitre IV), section deuxième, de l'arrêté précité".

Le projet remplace les articles qui constituent le titre III, section deuxième, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 par un texte nouveau qui, s'il reprend certaines dispositions actuellement en vigueur, établit plusieurs règles nouvelles fort importantes.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur les conséquences du projet eu égard à l'arrêté royal du 22 novembre 1954 précité.

Article 43.

A l'alinéa 1er, il convient de réintroduire la seconde phrase de l'article 37 du texte actuel qui, selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, n'a été omise que par l'effet d'une erreur matérielle.

.../...

PARTIE VI. DU CONSEIL DE DIRECTION.

Article 53.

Sous la seule réserve du remplacement du mot "département" par "Ministère", l'article 53 du projet reproduit le texte actuel.

L'article détermine la composition du conseil de direction en faisant appel à la notion de "fonctionnaire général".

S'il est certain que sont compris parmi les fonctionnaires généraux, les fonctionnaires revêtus des grades de secrétaire général, de directeur général et d'inspecteur général, des hésitations subsistent en ce qui concerne les fonctionnaires revêtus de certains autres grades, tels que, par exemple, les directeurs d'administration au Ministère des Communications. C'est pourquoi l'article 83, inséré dans le statut par l'arrêté royal du 10 mars 1963, contient en plus de la disposition qui institue la "chambre de recours des fonctionnaires généraux", une disposition complémentaire indiquant ce qu'il faut entendre par "fonctionnaires généraux". Mais la définition ainsi donnée ne vaut, comme le texte le précise de manière expresse, que pour l'application de l'article 83. Le projet remplace cette disposition complémentaire par une disposition nouvelle, aux termes de laquelle "Par fonctionnaires généraux au sens du présent article, il faut entendre les fonctionnaires revêtus d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15". Par contre, le projet laisse subsister la lacune du texte actuel de l'article 53 : il n'indique pas quels sont les fonctionnaires à considérer comme des "fonctionnaires généraux" pour l'application de cet article.

.../...

Plusieurs recours introduits devant le Conseil d'Etat ont cependant fait apparaître les difficultés que l'article 53 soulève à ce point de vue (1). Pour mettre fin à une incertitude préjudiciable à la sécurité juridique, il se recommanderait de compléter l'article 53 par une disposition précisant la notion de "fonctionnaire général" au sens de cet article, sans attendre une réforme plus complète des dispositions relatives au conseil de direction. Cette addition se justifie d'autant plus que l'insécurité juridique actuelle affecte surtout les promotions et les sanctions disciplinaires. L'établissement d'un texte nouveau permettrait de régler en même temps la situation des agents revêtus d'un grade de fonctionnaire général au titre d'adjoint linguistique.

S'il apparaissait qu'une règle uniforme entraîne des difficultés d'application dans certains Ministères, par exemple, en donnant au conseil de direction une composition plus étendue que celle qui est jugée souhaitable, le Gouvernement pourrait prendre pour ces Ministères des dispositions particulières analogues à l'article 7 de l'arrêté royal du 8 février 1939 portant réorganisation du Secrétariat général du Ministère des Finances et modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1925 portant règlement organique des administrations centrales du Ministère des Finances.

.../...

(1) Voir notamment l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 mars 1959, n° 6990, "Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat" 1959, page 266.

PARTIE VII. DU SIGNALEMENT.

L'article 76 nouveau du statut dispose que pour participer à une épreuve de carrière ou obtenir une promotion ou un changement de grade, "l'agent de l'Etat du niveau 4 doit être exempt d'un rapport circonstancié l'assimilant aux agents de l'Etat signalés "insuffisant" ou "mauvais".

Il conviendrait donc de compléter la "Partie VII. Du signalement" par une disposition prévoyant, comme l'article 26 de l'arrêté royal du 7 août 1939, l'établissement d'un rapport circonstancié au sujet des agents du niveau 4 qui ont laissé à désirer dans l'exercice de leurs fonctions.

En tout cas, il se recommande impérieusement, en raison de la nature de la disposition dont il s'agit, de l'insérer non dans le statut pécuniaire, mais dans un des arrêtés relatifs au statut administratif. Des explications plus complètes sont données à ce sujet à l'occasion de l'examen de l'article 114 du présent projet et à l'occasion des observations générales relatives au titre Ier du projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (avis L 8595/1).

.../...

Partie VIII "De l'ancienneté et du classement"

OBSERVATION GENERALE CONCERNANT LA PARTIE VIII.

Le projet a le mérite de régler l'ancienneté alors que la réglementation actuelle présente l'inconvénient d'attacher de l'importance à l'ancienneté mais de ne pas donner, sauf par des textes incomplets, la façon de calculer celle-ci. La difficulté de régler la matière de l'ancienneté provient de ce qu'il est impossible de rédiger une réglementation conçue en termes généraux, car il est indispensable de tenir compte de certaines situations de fait particulières. Il en résulte une réglementation semblable à celle des articles 63, 64, 65 et 69 du projet, qui a incontestablement un caractère transitoire car elle règle des situations particulières en fonction d'événements qui se sont produits à certaines dates. Ces articles, qui devront être modifiés à l'avenir et adaptés à des situations nouvelles, ne se trouvent pas à leur place dans une réglementation générale qui devrait être relativement stable. Pour rendre le statut des agents de l'Etat plus clair, il serait souhaitable que ce statut n'énonce que les principes essentiels qui gouvernent la détermination de l'ancienneté, et que les modalités de détail fassent l'objet d'une réglementation distincte. Cette méthode a été adoptée depuis 1937 pour d'autres matières. Les observations qui suivent sont faites sous réserve de cette observation préalable.

OBSERVATIONS PROPRES A CERTAINS ARTICLES.

Article 63.

Cet article répartit les agents en trois catégories pour l'application des dispositions statutaires qui se fondent sur l'ancienneté. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que cette

.../...

répartition ne devra être faite que lorsqu'il y aura lieu de départager plusieurs agents qui seront en compétition . Lorsqu'il faudra, pour déterminer la situation individuelle d'un agent, appliquer une règle qui se réfère à l'ancienneté, il y aura lieu d'appliquer l'une ou l'autre des dispositions contenues aux articles 64 à 69 et 71, selon que le texte qu'il y aura lieu d'appliquer se référera à l'ancienneté de service, à l'ancienneté de niveau ou à l''ancienneté de grade.

Pour désigner l'opération qui met fin à un concours de recrutement, il est préférable d'employer l'expression "concours de recrutement dont le procès-verbal a été clos", plutôt que l'expression "concours de recrutement clôturé".

L'article 9 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 et l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1953 contenant plusieurs dispositions, les références faites à ces articles devraient être complétées par l'indication précise des dispositions auxquelles le Gouvernement entend se référer.

Sous réserve de l'observation qui précède, il est proposé de rédiger l'article 63 de la façon suivante :

"Article 63.-

§ 1er. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté, les agents de l'Etat dont l'ancienneté doit être comparée sont classés en trois catégories.

La catégorie 3 comprend les agents de l'Etat recrutés à partir du 1er janvier 1954, à l'exception des lauréats, classés en ordre utile à un concours de recrutement dont le procès-verbal a été clos avant cette date.

.../...

La catégorie 2 comprend les agents de l'Etat qui ont bénéficié au cours de leur carrière des arrêtés pris en exécution, soit de la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat, soit de la loi du 27 juillet 1953 portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat , à l'exception des agents qui ont bénéficié, soit des articles 9, alinéas ... , ou 16 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, soit des articles 8, alinéas ... , ou 13 de l'arrêté royal du 25 novembre 1953.

La catégorie 1 comprend les agents qui ne font partie ni de la catégorie 3 ni de la catégorie 2.

Entre agents de catégories différentes, la préférence est accordée aux agents de la catégorie désignée par le chiffre le plus bas.

Entre agents d'une même catégorie, l'ordre de préférence s'établit de la façon suivante :

1° l'agent le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

§ 2. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté de grade, l'ancienneté de niveau ou l'ancienneté de service, l'ancienneté de l'agent est déterminée conformément aux articles 64 à 69 et 71".

Si le Gouvernement adopte ce texte, il y aurait lieu, dans toutes les dispositions qui se réfèrent à l'article 63, de préciser le renvoi par la mention "§ ler".

.../...

Article 64.

Paragraphe 1er.

Premier alinéa.

Il résulte des explications données par le délégué du Ministre qu'en cas d'interruption volontaire, les services antérieurs à cette interruption ne seront pas pris en considération pour déterminer l'ancienneté.

Le mot "prestés" devrait être remplacé par le mot "accomplis".

Le texte exigeant la qualité d'agent de l'Etat, les mots "en faisant partie d'un Ministère" sont superflus et devraient être omis.

Deuxième alinéa.

Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que les termes "à quelque titre que ce soit" ne signifient pas "dans n'importe quel grade" ou "dans n'importe quel niveau", mais s'opposent à l'expression "en qualité d'agent de l'Etat", et désignent les services accomplis en une autre qualité que celle d'agent définitif, et notamment en qualité d'agent temporaire. Il est donc préférable d'employer l'expression "en quelque qualité que ce soit". Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 de la façon suivante :

"Toutefois, pour le calcul de l'ancienneté de grade et de l'ancienneté de niveau de l'agent qui a été régularisé en application des arrêtés pris en exécution de la loi du 28 décembre 1950 ou de la loi du 27 juillet 1953, sont admissibles les services effectifs que l'intéressé a accomplis, en quelque qualité que ce soit, comme membre du personnel d'un Ministère, sans interruption volontaire, et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes".

.../...

Paragraphe 2.

Il résulte du § 1er, alinéa 2, que le terme "nommé" peut désigner non seulement une nomination à titre définitif mais aussi une nomination à titre temporaire ou même un engagement contractuel.

Il convient d'éviter que les mots "à un tel grade", qui terminent l'alinéa 1er et l'alinéa 2, soient interprétés comme se référant au mot "grade" dans l'expression "avancement de grade". Il y aurait donc lieu de remplacer cette dernière expression.

Le § 2 fait de l'ancienneté de grade une ancienneté qui se calcule non dans un grade déterminé, mais dans un rang déterminé. Le projet se réfère, en effet, "aux rangs pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées". Il ne prévoit pas le cas où des dispositions particulières exigeraient une certaine ancienneté dans un grade déterminé. Si le Gouvernement envisageait d'exiger dans certains cas la possession d'un grade déterminé, pendant un certain temps, le projet devrait être complété afin de permettre expressément aux règlements organiques d'énoncer des règles supplémentaires d'ancienneté.

Sous réserve de la dernière observation, il est proposé de rédiger le § 2 de la façon suivante :

"Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade d'un rang égal ou supérieur aux rangs qui sont pris en considération par les dispositions qui doivent être appliquées, ou à partir de la date à laquelle l'agent a été classé pour l'avancement ultérieur par un effet rétroactif donné à sa nomination à un tel grade.

.../...

Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau considéré, ou à partir de la date à laquelle l'agent a été classé pour l'avancement ultérieur par un effet rétroactif donné à sa nomination à un tel grade.

Les dates de prise de rang d'ancienneté de grade et d'ancienneté de niveau ne peuvent, toutefois, être antérieures au 1er janvier 1953, pour l'agent régularisé en application des arrêtés pris en exécution de la loi du 28 décembre 1950, ni au 1er décembre 1953 pour l'agent régularisé en application des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juillet 1953".

Article 65.

Comme à l'article 64, les mots "à un autre titre" sont opposés aux mots "en cette qualité", c'est-à-dire en qualité d'agent de l'Etat. Ils devraient donc être remplacés par les mots "en une autre qualité".

Il convient ici de préciser que le grade inférieur porté en une autre qualité n'est pris en considération que si l'agent faisait partie du personnel d'un Ministère.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

.../...

"Article 65.-

Lorsqu'un agent a été nommé en qualité d'agent de l'Etat au plus tôt le 16 mai 1940 , à un grade inférieur à celui qu'au moment de cette nomination il portait en une autre qualité, comme membre du personnel d'un Ministère, et qu'il a,par la suite,recouvré,en vertu des mesures de régularisation,un grade égal ou inférieur à celui qu'il portait en une autre qualité, mais supérieur au grade auquel il a été nommé en qualité d'agent de l'Etat, les services effectifs accomplis dans ce dernier grade sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de grade et de l'ancienneté de niveau dans le grade et le niveau que l'agent a recouvrés".

Article 66.

Les mots "à quelque titre que ce soit" indiquent, comme aux articles 64 et 65, que les services peuvent avoir été accomplis dans une autre qualité que celle d'agent de l'Etat.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent a accomplis sans interruption volontaire, en quelque qualité que ce soit, comme membre du personnel d'un Ministère et titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes".

.../...

Article 67.

Paragraphe 1er.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger ce paragraphe comme suit :

"§ 1er. L'agent est réputé accomplir des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui, en vertu de son statut, lui conserve son traitement d'activité ou, à défaut de celui-ci, ses titres à l'avancement de traitement".

Article 69.

Paragraphe 1er, alinéa 1er.

Il y a lieu de compléter le 1° en ajoutant in fine du texte français les mots "Au Congo" après les mots "de la force publique".

Les mots "agents d'un Ministère" sont opposés aux mots "la qualité d'agent de l'Etat". Par souci de concordance avec la rédaction des articles 64, 65 et 66, les mots "être agent d'un Ministère le 31 décembre 1948" devraient être remplacés par les mots "avoir été, en quelque qualité que ce soit, membre du personnel d'un Ministère à la date du 31 décembre 1948".

Paragraphe 1er, alinéa 3.

Le mot "rejetée" pourrait être remplacé par le mot "déduite".

.../...

Paragraphe ler, alinéa 4.

Si le Gouvernement a l'intention de ne tenir compte que des mois entiers de captivité, d'internement, d'incarcération ou de mobilisation, le mot "entier" doit, comme à l'article 68, être ajouté après le mot "mois". Le § 2, alinéa 2, appelle la même observation.

Article 70.

La règle énoncée par cet article ne s'appliquera qu'en cas de compétition et ne concerne que l'ancienneté de grade. L'agent transféré pourra donc se prévaloir de l'ancienneté de grade acquise dans d'autres services, lorsqu'il y aura lieu de déterminer sa situation personnelle sans la comparer à celle d'autres agents. Il pourra aussi se prévaloir, même en cas de compétition, de l'ancienneté de service, de l'ancienneté de niveau et de la catégorie que lui valent les services accomplis dans une autre administration.

Afin d'éviter toute confusion quant à la portée du mot "compétition", il est proposé de rédiger le premier alinéa de la façon suivante : "En cas de classement des agents selon l'ancienneté, l'agent transféré ne peut se prévaloir de l'ancienneté de grade qu'il a acquise dans les services auxquels il appartenait avant son transfert, à l'égard des agents qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure analogue et qui doivent être classés dans la même catégorie que lui".

.../...

Il résulte des explications du délégué du Ministre que l'expression "mesure de réaffectation" doit être comprise comme désignant non seulement les décisions prises en application de l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat, mais aussi les décisions prises en application de l'arrêté royal du 26 juin 1962 relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines, qui a prévu des mesures particulières de réaffectation.

Pour la définition du "transfert" le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale formulée en tête du présent avis.

Article 71.

Paragraphe 1er.

Le mot "prestés" devrait être remplacé par le mot "accomplis".

Le délégué du Ministre déclare que c'est à la suite d'une erreur matérielle que les mots "reconnu par la loi" figurent dans le projet. Ces mots doivent se lire "reconnu par le Roi". Toutefois, pour respecter la terminologie adoptée en général par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 dans des dispositions que le projet n'entend pas modifier, il y a lieu d'écrire "reconnus par Nous".

Le mot "intéressé" qui termine le § 1er pourrait être supprimé.

.../...

Paragraphe 2.

Le mot "prestés" devrait être remplacé par le mot "accomplis". Les mots "sur base d'un grade" devraient être remplacés par les mots "comme titulaire d'un grade".

Paragraphe 3.

Les mots "en sa qualité" devraient soit être remplacés par les mots "en cette qualité", soit être omis. Il conviendrait d'omettre ces mots si le Gouvernement voulait que puisse être réglé également le cas de l'agent qui aurait été , en une autre qualité que celle d'agent de l'Etat, titulaire d'un grade maintenant supprimé.

Il y a lieu de noter que le projet d'arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, qui est actuellement soumis au Conseil d'Etat (L. 8603/1), classe certains grades supprimés. Pour ces grades, les deux Ministres intéressés seront donc liés par le classement établi par le Roi, lorsqu'ils se prononceront en application du § 3.

.../...

PARTIE IX. DE LA CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT.

OBSERVATION GENERALE CONCERNANT LA PARTIE IX.

Les observations générales appelées par le nouveau régime institué pour la promotion et le changement de grade seront formulées à l'occasion de l'examen du projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (L. 8595/1). C'est, en effet, ce dernier projet qui énonce avec précision les règles qui seront applicables dans l'avenir.

Le Conseil d'Etat estime toutefois devoir attirer l'attention du Gouvernement sur l'utilité de compléter la partie IX du statut par un article organisant la publication des promotions même dans le cas où cette publication n'est pas prescrite par la loi du 31 mai 1961. En effet, à maintes reprises, des requêtes adressées au Conseil d'Etat ont soulevé des difficultés en ce qui concerne la détermination du point de départ du délai durant lequel le recours en annulation formé contre une promotion peut être introduit devant le Conseil d'Etat.

OBSERVATIONS PROPRES A CERTAINS ARTICLES.

Article 72.

L'article introduit une terminologie fort différente de la terminologie actuelle, ce qui s'explique aisément eu égard aux réformes profondes qui affectent le déroulement de la carrière des agents de l'Etat.

.../...

L'article donne des sens différents aux termes de "promotion" et d'"avancement", jusqu'ici synonymes. Le terme "promotion" est employé dans un sens plus général : il désigne toute nomination d'un agent de l'Etat à un grade d'un rang supérieur, sans distinguer s'il s'agit d'un rang classé au même niveau ou d'un rang classé à un niveau supérieur. L'"avancement de grade" constitue désormais la première espèce de promotion : il consiste en la nomination de l'agent à un grade d'un rang supérieur du même niveau.

Comme seconde espèce de promotion, l'article indique : "... la promotion par recrutement au niveau supérieur à celui de l'agent". Si le Gouvernement a usé de cette terminologie, c'est qu'en vertu de la réglementation en projet, l'agent qui désire être nommé à un grade du niveau supérieur devra participer, avec les candidats étrangers à l'administration, à une seule et même épreuve qualifiée de "concours de recrutement". Cependant, selon le sens usuel des termes, la promotion et le recrutement s'excluent. Ce qui caractérise le recrutement - et le distingue de la promotion -, c'est que la personne nommée n'avait pas auparavant la qualité d'agent de l'administration publique pour laquelle le recrutement a lieu ou que, dans l'hypothèse exceptionnelle où cette personne avait déjà ladite qualité, celle-ci ne constituait pas, en droit, la condition de la nomination au grade supérieur. Tel n'est pas le cas, selon les arrêtés en projet, pour les agents qui désirent être nommés à un grade du niveau supérieur : ceux-ci, en raison de leur qualité d'agent de l'Etat, bénéficient de dispositions particulières plus favorables

.../...

en ce qui concerne les conditions de participation aux épreuves et même en ce qui concerne le classement des lauréats. On ne peut donc, en aucune manière, qualifier de "recrutement" la nomination faite selon les règles établies par l'article 72, § 1er, alinéa 2, 2°, nouveau du statut, l'article 28 du projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (L. 8595/1) et les articles 4, 6 et 10 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat (L. 8602/1).

Pour amender la terminologie, sans toutefois la changer trop profondément, le Conseil d'Etat propose de substituer à l'expression "promotion par recrutement au niveau supérieur... ", l'expression "promotion par admission au niveau supérieur".

Selon le projet, l'"accession au niveau supérieur" désigne la troisième espèce de promotion. Elle consiste en la nomination de l'agent à un grade du niveau supérieur faite par une autre voie que le classement en ordre utile à un concours de recrutement ou l'inscription dans la réserve de recrutement. Elle est réglée par les articles 40 et 52 du projet d'arrêté royal organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat. L'"accession au niveau supérieur" est donc ainsi organisée de manière fort différente de l'"accession à la catégorie supérieure" réglée par l'article 16, dernier alinéa, du statut du 2 octobre 1937, modifié implicitement et complété par les articles 26 à 28 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939.

.../...

Par ailleurs, il serait préférable d'intégrer le paragraphe 3 de l'article 72 dans l'article 75.

En conséquence, l'article 72 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 72.-

§ 1er. La promotion est la nomination d'un agent de l'Etat à un grade d'un rang supérieur classé au même niveau ou à un niveau supérieur.

Il y a trois espèces de promotions :

1° la promotion par avancement de grade dans un même niveau;

2° la promotion par admission au niveau supérieur à celui de l'agent;

3° la promotion par accession au niveau supérieur à celui de l'agent.

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ... ".

Article 74.

Etant donné que l'avancement de grade à titre de principalat doit être attribué dès que l'agent remplit les conditions requises, il y a lieu d'employer, à l'article 74, les mots "est promu" au lieu des mots "peut être promu". L'article 75 qui a, sur le point examiné, la même portée, emploie d'ailleurs les termes "est promu".

En outre les mots "du présent arrêté"peuvent être omis.

.../...

Article 75.

Les articles 72, § 3, et 75 pourraient être fondus en un seul article rédigé comme suit :

"Article 75.-

La promotion en carrière plane consiste en des nominations successives d'un agent à des grades d'un rang de plus en plus élevé d'un même niveau, attribuées, par dérogation à l'article 73, sans qu'il existe des emplois permanents vacants des grades à conférer.

Les conditions d'octroi de la carrière plane sont fixées par Nous".

Article 76.

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer l'expression "titres à l'avancement de grade" par l'expression "titres à la promotion", qui est la seule adéquate. C'est, d'ailleurs, cette dernière expression qui est employée à l'article 101.

L'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 76.-

Pour participer à une épreuve de carrière ou participer à un concours de recrutement en qualité d'agent de l'Etat, ou pour obtenir soit une promotion, soit un changement de grade, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion.

.../...

En outre, l'agent soumis au signalement doit avoir au moins la mention "bon"; et l'agent du niveau 4 doit ne pas faire l'objet d'un rapport circonstancié l'assimilant aux agents signalés par les mentions "insuffisant" ou "mauvais". "

PARTIE X. DU REGIME DISCIPLINAIRE.

Article 77.

Le texte actuellement en vigueur a toujours été interprété dans le sens que l'agent est privé, durant les périodes de suspension disciplinaire, du droit au traitement et de la faculté d'être promu. Telles qu'elles sont rédigées, les règles nouvelles établies par le projet en matière de positions administratives auraient pour conséquence de modifier complètement les effets juridiques attachés à la suspension disciplinaire. A défaut de disposition particulière relative à ce cas, l'agent suspendu à titre disciplinaire resterait, aux termes de l'article 99, dans la position d'activité de service. Et en vertu de l'article 101, il conserverait son droit au traitement et pourrait faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion. Il n'entre nullement dans les intentions du Gouvernement d'admettre un tel régime pour l'agent suspendu à titre disciplinaire. C'est ce que les délégués du Ministre ont confirmé.

Pour que le texte traduise fidèlement la volonté du Gouvernement, il est nécessaire de compléter l'article 77 par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"La suspension disciplinaire place de plein droit l'agent dans la position administrative de non-activité".

.../...

Ce texte aura pour conséquence que la situation de l'agent suspendu à titre disciplinaire sera, en matière de traitement, réglée par l'article 105, alinéa 1er. Mais pour satisfaire à l'alinéa 2 de ce dernier article, il incombe au Gouvernement de régler la situation de cet agent en matière de titres au changement de grade et à la promotion, et de titres à l'avancement de traitement. A cet effet, le Gouvernement pourrait compléter la partie XII, titre III, du statut par un article 107bis rédigé comme suit :

"Article 107bis.-

Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement".

Article 78.

Dans le texte actuel de l'article 78, il y a, entre l'alinéa 1er et l'alinéa 3, une double contradiction en ce qui concerne la détermination de l'autorité compétente et de la procédure à suivre pour infliger les trois peines les moins graves aux agents des première et seconde catégories. En premier lieu, l'alinéa 1er confère au supérieur hiérarchique immédiat le pouvoir de prononcer ces trois peines alors que l'alinéa 3, seconde phrase, réserve le même pouvoir au Ministre. En second lieu, l'alinéa 1er dispose simplement que les trois peines indiquées "sont prononcées par le supérieur hiérarchique immédiat" alors que selon la lettre de l'alinéa 3, première phrase, ces trois peines

.../...

devraient, comme les peines les plus graves, faire l'objet d'une proposition définitive du conseil de direction, laquelle est normalement précédée d'une proposition provisoire du supérieur hiérarchique immédiat.

L'antinomie qui entache le texte actuel de l'article 78 a provoqué des difficultés d'interprétation dont le Conseil d'Etat, section d'administration, a eu à connaître (1).

Le projet reproduit le texte actuel de l'article 78 sous réserve d'une adaptation de la terminologie et d'un changement apporté à l'indication des peines visées dans la seconde phrase de l'alinéa 3 : la mention des "peines énumérées sub 1° à 5° de l'article 77" est remplacée par la mention des "peines énumérées sub 4° et 5° de l'article 77".

La formule nouvelle introduite par le projet tend à éliminer les contradictions indiquées ci-dessus en consacrant par un texte la solution donnée par le Conseil d'Etat. Mais si cette formule nouvelle supprime la contradiction entre l'alinéa 1er et l'alinéa 3, seconde phrase, elle laisse subsister une contradiction entre l'alinéa 1er et l'alinéa 3, première phrase. Elle risque donc, elle aussi, de provoquer des difficultés. Pour éliminer la contradiction qui subsiste, il faudrait à la première phrase de l'alinéa 3, faire suivre les mots "les peines disciplinaires" par les mots "énumérées sub 4° à 10° de l'article 77".

.../...

(1) Arrêts du 12 décembre 1952, n° 2039; du 4 avril 1957, n° 5583 et du 1er mars 1963, n° 9911. "Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat", 1952, page 1217; 1957, page 210; et 1963, page 202.

Même amendé conformément à la proposition qui vient d'être faite, l'article 78 du statut, reproduit par le projet, conservera une rédaction fort imparfaite. Cet article devrait être remanié. Il gagnerait beaucoup en clarté s'il était divisé en deux paragraphes, le premier relatif aux peines les moins graves énumérées à l'article 77, 1° à 3°, le second relatif aux peines les plus graves. Le Conseil d'Etat s'abstient toutefois de proposer un texte nouveau, le Gouvernement ayant signalé que la discipline est une des matières du statut qui feront l'objet d'une réforme ultérieure.

Article 79.

Le projet complète l'article 79 par un alinéa 2 aux termes duquel "Aucune peine ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé".

Sur base de la réglementation actuellement en vigueur, la jurisprudence admet, au contraire, qu'une peine disciplinaire puisse rétroagir pour la période durant laquelle l'agent a été écarté du service par une décision régulière (1).

.../...

- -

(1) Voir notamment les arrêts du Conseil d'Etat du 7 mai 1952, n° 1540, et du 1er mars 1954, n° 3186, "Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat", année 1952, p. 392, et année 1954, p. 232.

La disposition nouvelle est liée à la transformation complète du caractère de la suspension préventive effectuée par le projet d'arrêté royal "relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt de l'administration". C'est à l'occasion de l'examen de ce dernier projet que des observations pourront être formulées au sujet du nouveau système prévu. (Avis L.8666).

Article 94.

Par suite d'une erreur de rédaction, selon la lettre de l'alinéa 2, le délégué du Ministre peut non seulement notifier la décision du Ministre, ce qui est normal, mais même la motiver, ce qui est manifestement contraire aux intentions des auteurs du statut. Pour remédier à cette anomalie, le Gouvernement pourrait saisir l'occasion de la présente réforme pour modifier l'alinéa 2 de l'article 94 comme suit :

"Le Ministre motive toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours. Le Ministre ou son délégué notifie la décision à la chambre de recours".

.../...

PARTIE XII. DES POSITIONS ADMINISTRATIVES.

OBSERVATION GENERALE CONCERNANT LA PARTIE XII.

Dans une large mesure, cette partie du statut contient des dispositions nouvelles. La réglementation qui est actuellement en vigueur ne permet pas toujours de savoir si, dans une position déterminée, l'agent a droit à l'avancement de traitement et s'il peut participer à l'avancement de grade. En organisant, selon un système d'ensemble, un régime de "positions administratives", le projet comble donc une lacune. Les règles contenues dans le projet se bornent cependant à énoncer les principes généraux. Elles doivent être complétées par d'autres arrêtés royaux.

Le régime des positions administratives organisé par le projet ressemble à celui qui est prévu pour les agents de certains organismes d'intérêt public par les articles 43 à 46 de l'arrêté royal du 14 février 1961. Le projet maintient cependant la position de la disponibilité qui n'est pas prévue par cet arrêté.

OBSERVATIONS PROPRES A CERTAINS ARTICLES.

Article 98.

Aux termes de cet article, il n'existe que trois positions administratives : l'activité de service, la non-activité et la disponibilité.

.../...

Par contre, pas plus que l'arrêté royal du 16 février 1953 (1), le projet n'abroge l'article 9 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat. Cet article dispose comme suit :

"Article 9. L'agent hors cadre est celui qui n'occupe aucun emploi prévu au cadre de l'administration dont il est détaché.

Ses droits sont réglés par l'arrêté qui le place dans cette position".

Si l'intention du Gouvernement est d'exclure à l'avenir de nouvelles applications dudit article, il conviendrait de l'abroger.

Si, au contraire, le Gouvernement entend permettre de nouvelles applications de la disposition dont il s'agit, il se recommanderait d'insérer celle-ci dans le statut administratif des agents de l'Etat plutôt que de laisser subsister un article isolé du statut pécuniaire du 20 juin 1946, qui, à l'exception de cet article, est

.../...

(1) Arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, article 51, 2°.

abrogé en son entier depuis de nombreuses années. Au surplus, il serait nécessaire d'adapter la disposition à la nouvelle réglementation sur les positions administratives. En effet, l'article 98 du projet implique que l'agent "hors cadre" ne se trouvera pas dans une position administrative spéciale ayant cette dénomination, mais qu'il devra être placé dans une des trois positions administratives établies par ledit article. Par conséquent, la disposition actuellement énoncée à l'article 9, alinéa 2 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 devra être modifiée de manière à prescrire aux autorités compétentes, d'indiquer dans les arrêtés mettant un agent hors cadre si l'intéressé est en activité de service, en non-activité ou en disponibilité.

En toute hypothèse, il conviendrait de compléter les textes en projet par une disposition transitoire réglant le cas des agents qui, avant la date d'entrée en vigueur du nouveau régime, ont été mis hors cadre en application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946.

Article 100.

Aux termes de cet article, les règles qui détermineront les positions administratives des stagiaires doivent faire l'objet de dispositions ultérieures. Celles-ci sont nécessaires, notamment pour permettre l'application de l'article 27quater du projet.

Le délégué du Ministre a reconnu qu'il serait utile de rendre immédiatement applicables aux stagiaires certaines des règles du projet, pour que l'on puisse déterminer avant l'entrée en vigueur des arrêtés annoncés par l'article 100, quelle est la position administrative des stagiaires. Il a proposé de rendre applicables aux stagiaires les articles 99 et 101, alinéa 1er. L'article 100 pourrait donc être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 100.-

Les articles 99 et 101, alinéa 1er, sont applicables aux stagiaires.

Les autres règles de la présente partie seront applicables aux stagiaires dans la mesure déterminée par Nous".

Article 101.

Il résulte de l'article 76 que l'agent ne peut obtenir un changement de grade que s'il se trouve dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion. Par conséquent, pour définir les effets d'une position administrative déterminée, il suffit d'indiquer si l'agent placé dans cette position peut faire valoir ses titres à la promotion, et il n'est pas nécessaire de faire mention des titres au changement de grade.

La même observation vaut pour l'article 105, alinéa 2.

Article 102.

Il convient d'éviter l'emploi des termes "l'agent ... a droit à des congés", qui figurent dans cet article; dans certains cas, en effet, l'autorité pourra refuser d'accorder à l'agent le congé qu'il sollicite.

La rédaction suivante est proposée :

"Aux conditions fixées par Nous, l'agent de l'Etat en activité de service obtient des congés : ".

.../...

Article 104.

L'article se borne à instituer, dans son principe, une mesure de "suspension dans l'intérêt de l'administration". Cette mesure est organisée par un projet d'arrêté royal distinct dont le projet a été soumis le 24 décembre 1963 au Conseil d'Etat (L.8666). C'est à l'occasion de l'examen de ce dernier projet que des observations pourront être formulées au sujet du nouveau système prévu.

.../...

Article 108.

Le projet d'arrêté royal relatif à la disponibilité des agents de l'Etat prévoit deux cas de mise en disponibilité qui ne sont pas mentionnés à l'article 108. Cet article devrait être complété comme suit :

"5° lorsqu'il a atteint la limite d'âge et ne compte pas le nombre d'années de services exigé pour l'obtention d'une pension;

6° pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi".

Article 110.

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion faite au sujet de l'article 108, l'alinéa 1er de l'article 110 devrait être complété par la mention du "5°".

En disposant que les sommes qui sont allouées aux agents de l'Etat en disponibilité, subissent les mêmes variations que les rétributions des agents en activité de service, le deuxième alinéa de l'article 110 du projet reproduit la dernière phrase de l'article 105, alinéa 2, du texte actuel du statut des agents de l'Etat. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que le terme "variations" ne vise que l'adaptation des traitements d'attente et des indemnités à l'indice des prix de détail et que la question de l'adaptation des traitements d'attente et indemnités en cas d'augmentation générale des traitements sera réglée par l'arrêté royal relatif à la mise en disponibilité.

.../...

Pour mieux traduire les intentions du Gouvernement, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 de la façon suivante :

"Les traitements d'attente et les indemnités qui sont éventuellement alloués aux agents en disponibilité, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents en activité de service".

PARTIE XIII. DE LA CESSATION DEFINITIVE DES FONCTIONS.

Cette partie du projet reproduit, en y apportant quelques modifications de forme et en les adaptant au nouveau régime statutaire, les articles 107, 107bis et 108 du texte actuel du statut des agents de l'Etat.

Article 112.

A l'alinéa 1er, 3°, le mot "une" devrait être inséré entre le mot "après" et les mots "absence autorisée".

Il convient d'éviter de reproduire littéralement l'article 107, alinéa 1er, 10°, du texte actuel du statut des agents de l'Etat, dont la rédaction est vicieuse. Ce texte prévoit, en effet, que "sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions : ... ceux qui sont l'objet d'une démission d'office ou d'une révocation disciplinaire".

.../...

Il est donc proposé de supprimer le 10° du premier alinéa de l'article 112 du projet, et de compléter le premier alinéa de l'article 114 du projet par une disposition rédigée comme suit :

"4° la démission d'office et la révocation disciplinaires".

A sujet de l'8° qui figure tel quel à l'article 107 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 le Conseil d'Etat observe que si l'application des lois civiles et pénales "entraîne la cessation des fonctions",il n'y a place pour aucun pouvoir d'appréciation du Roi.

Au second alinéa de l'article 112, les mots "candidats agents de l'Etat" peuvent être omis.

Article 113.

Au cinquième alinéa, les mots "candidats agents de l'Etat" peuvent être omis.

Article 114.

En reproduisant le texte actuel de l'article 108 du statut des agents de l'Etat, le projet se réfère pour la constatation de l'inaptitude professionnelle à l'attribution du signalement "mauvais". L'application de cette disposition présentera des difficultés pour les agents du niveau 4 puisque ceux-ci ne sont pas soumis au signalement. En se fondant sur les textes qui sont actuellement en vigueur, il est possible d'assimiler aux agents qui ont le signalement "mauvais" les agents de la quatrième catégorie qui font l'objet du rapport circonstancié prévu par l'article 26 de l'arrêté royal du

.../...

7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat. Le nouveau texte de l'arrêté royal du 7 août 1939 qui est actuellement soumis au Conseil d'Etat ne reproduit plus cette disposition. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que le Gouvernement a l'intention d'insérer dans le statut pécuniaire les règles relatives à l'assimilation des agents médiocres du niveau 4 aux agents des autres niveaux qui ont le signalement mauvais. Mais en attendant que ce nouveau statut pécuniaire soit entré en vigueur, des difficultés se présenteront pour l'application aux agents du niveau 4 de l'article 114, 1er alinéa, 2°, et de l'article 76, alinéa 2, du projet.

Il résulte, en effet, du second alinéa de cet article qu'un agent du niveau 4 peut faire l'objet d'un rapport circonstancié l'assimilant aux agents de l'Etat signalés "insuffisants" ou "mauvais". Les textes qui sont actuellement soumis au Conseil d'Etat ne règlent cependant pas les modalités de l'établissement de ce rapport.

En outre, il ne convient pas que les règles relatives à l'appréciation des services des agents du niveau 4 soient prévues uniquement dans le statut pécuniaire.

\+

\+ \+

En tenant compte de l'observation faite à l'occasion de l'examen de l'article 112 et tendant à compléter l'article 114, le second alinéa de ce dernier article devrait être rédigé de la façon suivante :

"Le 1° et le 4° du présent article sont applicables aux stagiaires".

.../...

Le texte proposé ci-dessus tient compte de l'intention exprimée au deuxième alinéa de l'article 112 du projet de rendre applicables aux stagiaires les peines disciplinaires de la démission d'office et de la révocation. On peut cependant se demander si cette disposition se justifie, puisque l'article 27bis du projet prévoit le licenciement des stagiaires qui se rendent coupables de fautes disciplinaires, ce qui paraît rendre inutile l'établissement d'un régime disciplinaire prévoyant les peines de la démission d'office et de la révocation. Si le Gouvernement se rallie à cette dernière observation, la référence au 4° devrait être omise du texte proposé ci-dessus.

PARTIE XIV. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 115.

Pour éviter toute confusion, il serait préférable de remplacer les mots "avant la mise en vigueur du présent arrêté" par les mots "avant le 8 janvier 1938".

.../...

A N N E X E I.

Niveau 1.

Le projet reprend textuellement le tableau établi par l'arrêté royal du 6 février 1954, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1956, qui a ajouté les diplômes et certificats repris sous d. D'autre part, il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat rendu le 26 octobre 1962 (A.11.567/VI-6-337) là où le projet ajoute, in fine, sous b,"même si une partie de ces études n'a pas été accomplie dans un des établissements d'enseignement précités". (1)

D'après le b, sont admis les diplômes scientifiques des grades académiques délivrés par les universités ou par des établissements qui leur sont assimilés par la loi ou par arrêté royal.

Les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires,coordonnées le 31 décembre 1949,énumèrent à l'article 37 les établissements d'enseignement supérieur qui sont assimilés aux universités.

Aucune loi n'habilite le Roi à décider d'une telle assimilation; il y a donc lieu d'omettre sous le b, les mots "ou par arrêté royal".

.../...

(1) Moniteur belge du 27 mars 1963, page 3259.

La référence sous c à la loi du 11 septembre 1933 devrait être omise pour éviter de devoir modifier le statut le jour où cette législation serait modifiée.

Niveau 2.

Il est superflu de préciser sous a que les certificats doivent être délivrés en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques ou selon les dispositions réglementaires; il n'est d'ailleurs pas exact de dire qu'un certificat se délivre en vertu d'une loi.

En conséquence, la disposition sous a pourrait être rédigée comme suit :

"a) certificat homologué ou agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur".

+

Les mots "épreuves préparatoires prévues aux autres dispositions réglementaires" figurant sous b appellent la même observation que celle qui vient d'être faite au sujet du b du niveau 1.

La disposition pourrait être rédigée comme suit :

"b) certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires".

+

La rédaction suivante est proposée pour le c :

"c) diplôme d'instituteur, d'institutrice primaire ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur".

+ .../...

Les diplômes d'architecte et d'ingénieur technicien requis sous e et f sont deux des diplômes de fin d'études d'école technique supérieure dont il est question sous g.

La mention peut donc en être omise.

+

Il y a lieu d'écrire sous g :

"g) subventionné ou reconnu par l'Etat ou délivré par un jury constitué par le Gouvernement ... ".

+

Il est superflu de préciser sous h que le diplôme dont il est question est délivré "conformément aux dispositions réglementaires". Ces mots doivent être omis.

+

Sous i, le diplôme de candidat en sciences commerciales délivré par le jury central semble avoir été omis par erreur.

Le i gagnerait à être rédigé comme suit :

"i) diplôme ou certificat de candidature délivré, après un cycle d'au moins deux années d'études, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements assimilés aux universités, l'Institut universitaire des territoires d'outre-mer, les instituts supérieurs de commerce créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat, soit par un jury constitué par le Gouvernement".

.../...

Niveau 3.

Sous a il y a lieu d'écrire "établissements d'enseignement moyen".

Sous b il y a lieu de remplacer les mots "diplôme d'enseignement normal gardien" par "diplôme d'institutrice gardienne".

MESURES TRANSITOIRES.

Niveau 2.

Sous a les diplômes ou certificats délivrés par les jurys constitués par le Gouvernement ont été omis par erreur; il en est ainsi notamment des diplômes de licencié en sciences commerciales (A6/A1), d'architecte(A7/A1), et d'ingénieur technicien (A1).

Ce texte devrait, dès lors, être complété comme suit :

"a) ... ou diplôme ou certificat de fin d'études de même degré délivré par un jury constitué par le Gouvernement".

\+ +

TEXTE NEERLANDAIS.

La version néerlandaise du projet appelle des amendements de forme qui sont propres à cette version. C'est pourquoi, se trouve inséré en fin du présent avis le texte néerlandais nouveau qui est proposé pour un certain nombre d' articles du projet.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

In het onderhavige ontwerp en in de ermee samengaande ontwerpen, gebruiken sommige artikelen de formule: "De Minister die de dienst van algemeen bestuur onder zijn gezag heeft", andere "De Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort". Die laatste formule is niet volkomen dienstig, ofschoon zij in talrijke verordeningsbepalingen is gebruikt en zelfs in wetsbepalingen, zoals artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. In de Grondwet wordt onder "algemeen bestuur" iets anders verstaan dan hier. In artikel 66, tweede lid, van de Grondwet wordt bedoeld : het geheel van de diensten die onder het gezag van de Koning en van de Ministers staan en die hen bijstaan in de uitoefening van de uitvoerende macht. In de artikelen 116 en 129 van de Grondwet is het begrip in een zelfde betekenis gebruikt. Het koninklijk besluit van 30 maart 1939 heeft weliswaar onder de benaming "Dienst van algemeen bestuur" een dienst ingesteld die onder meer belast is met het onderzoek van de algemene problemen in verband met het personeel van alle Rijksbesturen.Daaruit is een strekking ontstaan om onder "algemeen bestuur" te verstaan : de ministeriële bevoegdheid met betrekking tot die algemene problemen. Het blijft niettemin waar, dat de term zodoende wordt gebruikt in een betekenis die niet direct door enige wets- of verordeningsbepaling is omschreven en die afwijkt van de betekenis welke hij in de Grondwet heeft.

.../...

Wegens de bezwaren welke de formule "de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort" kan opleveren, hebben sommige recente verordeningsteksten de volgende formule gebruikt : "de Minister die de dienst van algemeen bestuur onder zijn gezag heeft". Die nieuwe terminologie is in het statuut van 2 oktober 1937 ingevoerd door het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie (artikel 4 : "de Minister, onder wie de dienst van algemeen bestuur ressorteert").

Volgens de gemachtigden van de Minister is met opzet in de ontwerpen nu eens deze, dan weer de andere formule gebruikt. De Regering heeft de formule "de Minister die de dienst van algemeen bestuur onder zijn gezag heeft" gebruikt waar zij tegelijk de betrokken Minister een bevoegdheid heeft willen verlenen en tevens heeft willen aangeven of memoreren dat bij de uitoefening van die bevoegdheid, de dienst van algemeen bestuur de Minister zal moeten bijstaan. De formule "de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort", gebruikt zij daar waar zij de betrokken Minister een bevoegdheid heeft willen toekennen en hem in de uitoefening daarvan heeft willen doen bijstaan door een van beide andere diensten waarvan de werkzaamheden betrekking hebben op het personeel van alle Rijksbesturen : het vast wervingssecretariaat en de algemene directie voor selectie en vorming, die onlangs is opgericht bij het koninklijk besluit van 12 december 1963.

Tegen de werkwijze van de Regering zijn ernstige bezwaren in te brengen. De bevoegdheid tot het nemen van de maatregelen die nodig zijn voor de uitvoering van de koninklijke besluiten, berust bij de Minister en het staat

.../...

deze vrij zich in de uitoefening van zijn taak te doen bijstaan door gelijk welke dienst die onder zijn gezag staat, onder het enige voorbehoud dat de bevoegdheid die door wets- of verordeningsbepalingen aan een of andere dienst is opgedragen, zoals bijvoorbeeld door bepaalde artikelen van het statuut van het Rijkspersoneel of door de organieke reglementen van sommige Ministeries,wordt geëerbiedigd.

Voorts is het niet voldoende die twee formules te gebruiken om de onderscheiden bevoegdheid van het vast wervingssecretariaat, van de dienst van algemeen bestuur en van de algemene directie voor selectie en vorming scherp te omlijnen. Het onderscheid tussen beide formules zoals zij in de artikelen van het statuut worden gebruikt, mag dan nog in een verslag aan de Koning worden toegelicht, toch zal dat nog in ruime mate aan de aandacht ontgaan. Bovendien kan de gevolgde methode des te meer verwarring stichten, daar in het ontwerp de term "de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort" voorondorstelt of impliceert dat een bepaalde bevoegdheid is verleend aan het vast wervingssecretariaat of aan de algemene directie voor selectie en vorming, terwijl in de vorige besluiten dezelfde term word gebruikt zonder enig onderscheid naar gelang van de dienst die gelast was de Minister bij te staan.

Om al die moeilijkheden te ondervangen, ware het geraden in de reglementering een nieuwe formule "de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort", in te voegen en daaraan een algemene betekenis te geven, die geen onderscheid volgens de bevoegde dienst vooronderstelt of impliceert.

.../...

II.

Het ontwerp slaat niet op andere stagiairs, dan op kandidaat Rijksambtenaren; het is derhalve overbodig de woorden "kandidaten Rijksambtenaren" toe te voegen aan de term "stagiairs".

III.

Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 12 maart 1948, en het besluit van de Regent van 3 mei 1948, vastgesteld ter uitvoering van artikel 19 van dat besluit van 2 oktober 1937, hebben uitdrukkelijk voorzien in de overplaatsing van Rijksambtenaren, maar hebben nagelaten die overplaatsing te regelen.

Uit de economie van de statuutbepalingen in hun geheel, heeft de Raad van State afgeleid dat, in een openstaande betrekking wel door overplaatsing van een ambtenaar kan worden voorzien, maar dan "op voorwaarde dat die ambtenaar een graad heeft die met de te begeven betrekking overeenstemt" : "een ambtenaar van een ander departement kan slechts bevorderd worden door een benoeming waarvoor al de in artikel 18 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het besluit van 12 maart 1948, gestelde voorwaarden inzake vorm en grond gelden" (1).

.../...

(1) Arresten van 11 juli 1956, nr 5258. "Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State", 1956, blz. 597; van 11 juli 1957, nr 5770, ibidem, 1957, blz. 500.

Een koninklijk besluit van 7 mei 1958 heeft die rechtspraak in een verordeningsbepaling neergelegd en heeft daartoe artikel 18, derde lid, c, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en artikel 2 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 aangevuld. Aan de tekst die door het besluit van 7 mei 1958 is ingevoegd, kan echter worden verweten dat hij de regelen waaraan de Regering de overplaatsing wenste te onderwerpen, niet klaar en duidelijk heeft vastgesteld in een artikel met algemene strekking. Een ander verwijt is, dat die tekst twee zaken verwart : de definitie van de overplaatsing en de vaststelling van een beperkende regel volgens welke in een vacature alleen door overplaatsing van een ambtenaar mag worden voorzien indien deze reeds de graad heeft die met de te begeven betrekking overeenstemt, ofwel een gelijkwaardige graad.

Er is overigens geen volledige overeenstemming tussen de tekst die het besluit van 7 mei 1958 in artikel 18 van het statuut heeft ingevoegd en die het ontwerp behoudt, en sommige bepalingen van het ontwerp; de artikelen 28, 34, tweede lid, en 35, § 2, van het ontwerp - koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L. 8595/1) kennen bevorderingen die overplaatsingen impliceren of kunnen impliceren.

Ten einde de gebreken van de huidige teksten te verhelpen en gemis van overeenstemming of herhalingen (1) in de ontwerp-reglementering te voorkomen, ware het geraden het statuut aan te vullen met bepalingen die de overplaatsing uitdrukkelijk regelen. Die bepalingen zouden een omschrijving moeten geven van de overplaatsing en, met inachtneming van de nieuwe bepalingen die inzake bevordering worden ingevoerd, aangeven in welke gevallen en volgens welke regelen overplaatsing toegestaan is. De twee volzinnen

.../...

(1) Zie bijvoorbeeld dit ontwerp artikel 70; ontwerp koninklijk besluit tot wijziging en coördinatie van het besluit van de Regent van 3 mei 1948, artikel 2 (L. 8596).

uit artikel 18, vierde lid, c ("Onder overplaatsing dient te worden verstaan ...") zouden beter onder die bepalingen staan. De Raad van State acht het nodig hier de wenk te herhalen die hij in die zin heeft gegeven in zijn advies van 11 april 1958 over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 7 mei 1958 is geworden (L. 6210/2).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

EERSTE DEEL. RIJKSAMBTENAREN.

Artikel 3.

Ter inachtneming van de terminologie van het onderhavige besluit en vooral van artikel 1, dat een omschrijving geeft van de term "Rijksambtenaar", gebruike men in § 1 de term "Rijksambtenaren" in plaats van "ambtenaren van de Rijksbesturen".

Uit § 2 blijkt dat de hiërarchie is ingedeeld in "niveaus", die zelf in "hiërarchische rangen" zijn onderverdeeld. De niveaus zijn dus, evenals de rangen, onderverdelingen van de hiërarchie. Het ontwerp werkt met de volgende terminologie : "niveaus" en "hiërarchische rangen". De term "niveau", die ook slaat op een indeling van de hiërarchie, zou dus evengoed als de term "rang" kunnen worden aangevuld met het hoedanigheidswoord "hiërarchisch".

Men heeft dan de keuze tussen de volgende termen: enerzijds "hiërarchisch niveau" en "hiërarchische rang" of, anderzijds, "niveau" en "rang". Maar de in het ontwerp gebruikte terminologie is niet logisch. Aangezien de te kiezen termen veelvuldig zullen worden gebruikt, lijkt het verkieslijk gewoon "niveau" en "rang" te schrijven.

.../...

De graad wordt in het ontwerp als volgt omschreven: "De graad is de titel die de hiërarchische rang van de ambtenaar bepaalt en hem het recht toekent een van de ermede overeenstemmend geachte ambten uit te oefenen". Het tweede gedeelte van die omschrijving is dubbelzinnig, want daaruit kan niet worden opgemaakt of de ambtenaar gemachtigd is tot het uitoefenen van een ambt dat wordt geacht met de graad overeen te stemmen, dan wel of hij gemachtigd is tot het uitoefenen van een ambt dat wordt geacht met de rang overeen te stemmen. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, stemmen de ambten overeen met de graden en niet met de rangen.

Het ontwerp zegt niet welke overheid bevoegd is om te bepalen welke ambten met de graden overeenstemmen. Volgens de gemachtigde ambtenaar moet dit punt worden geregeld in een later besluit dat de "functionele hiërarchie" zal vaststellen.

Aangezien de ambten nog niet omschreven zijn, lijkt het verkieslijk in de omschrijving van de graad te zeggen dat de ambtenaar een betrekking kan bekleden die met zijn graad overeenstemt. De Raad van State moge erop wijzen dat hij in zijn advies over een "ontwerp-koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn", een opmerking maakt over de verwarring tussen de begrippen graad en ambt.

.../...

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt dat de Rijksambtenaar is ingedeeld in de rang van zijn graad. Die bepaling is overbodig, want de omschrijving van de graad in artikel 3, wijst er reeds op dat de graad de ambtenaar in een rang situeert. Daarentegen ware het nuttig in de tekst te zeggen, dat ieder ambtenaar in een graad moet worden benoemd. Zodoende zou uitdrukking worden gegeven aan de traditionele oplossing volgens welke de ambtenaren in de regel door de benoemende overheid niet worden aangewezen om een bepaalde betrekking te bekleden, maar dat zij worden benoemd in een graad en dat elke graad de mogelijkheid biedt verschillende betrekkingen te bekleden waarvoor de ambtenaren later worden aangewezen door een beslissing die niet dezelfde vastheid heeft als de beslissing die de graad verleent.

Met inachtneming van die opmerkingen, kunnen de artikelen 3 en 4 als volgt worden gelezen :

"Artikel 3.-

§ 1. De Rijksambtenaren worden benoemd in graden waarvan de hiërarchie vier niveaus en vijfentwintig rangen omvat.

§ 2. Het niveau van een graad bepaalt de plaats van die graad in de hiërarchie volgens de kwalificatie van de vorming en de geschiktheid waarvan blijk moet worden gegeven opdat die graad kan worden toegekend.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in zijn niveau.

.../...

Artikel 4.-

De graad is de titel die de ambtenaar in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

De graden van eenzelfde rang heten "gelijkwaardige graden".

De graden worden door Ons over de onderscheiden niveaus en rangen verdeeld".

Artikel 5.

Het derde lid van dit artikel bepaalt dat "het Rijkspersoneel van de niveaus 3 of 4, wordt benoemd door de bestuurshoofden, wie de Minister deze bevoegdheid heeft toegekend". Die bepaling ontzegt de Minister niet het recht om zelf die benoemingen te doen. Om geen schijnbare discordantie te hebben met artikel 24 van het ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 (L. 8595/1), zou dit lid als volgt moeten worden gelezen :

"Rijksambtenaren van de niveaus 3 of 4 worden benoemd door de Minister of door de hoofden van bestuur, wie hij daartoe bevoegdheid heeft verleend".

.../...

DEEL III.- WERVING.

OPMERKINGEN BETREFFENDE DEEL III IN ZIJN GEHEEL.

De werving is een van de materies die zeer grondig worden hervormd.

A. Wat het wervingssysteem betreft :

I.

In de plaats van het examen voor toelating in vaste dienst stelt het ontwerp de beoordeling van de geschiktheid van de stagiair door een bevoegde overheid (artikelen 29 en 30, 37 en 38).

II.

Krachtens het ontwerp kunnen de Rijksambtenaren die in dienst zijn gemakkelijker een graad van een hoger niveau verkrijgen.

Het ontwerp schaft de speciale vergelijkende overgangsexamens af, waaraan krachtens artikel 16, laatste lid, van het statuut van 2 oktober 1937, en de artikelen 26 tot 28 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 alleen ambtenaren van de onmiddellijk lagere categorie mochten deelnemen. Rijksambtenaren die wensen benoemd te worden in een graad van het hoger niveau, zullen voortaan hetzelfde vergelijkend examen moeten afleggen als buitenstaanders (nieuw artikel 72, § 1, 2°). Maar het onderhavige

.../...

ontwerp en de daarmede samengaande ontwerpen bevatten een stel bijzondere regelen ten gunste van die ambtenaren. Zo verlenen zij hun vrijstellingen van diploma en voeren zij, te hunnen voordele, een nieuwe regeling in waarin de geslaagden in twee groepen worden gerangschikt : zij die als Rijksambtenaar en zij die als buitenstaander aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen.

B. Wat de organisatie van de examens betreft :

I.

De vaste wervingssecretaris blijft bevoegd voor het organiseren van de vergelijkende wervingsexamens (artikel 21, eerste lid). Het tweede lid van artikel 21 bepaalt echter : "Op verzoek van de betrokken Minister wordt de inrichting van de vergelijkende examens voor werving in een aan een Ministerie eigen en in de niveaus 3 of 4 ingedeelde graad evenwel door de vaste wervingssecretaris en zonder verzet van zijnentwege opgedragen aan de dienst waaronder de kandidaten ressorteren of zullen ressorteren".

II.

Artikel 21, eerste lid, eerste volzin, bepaalt : "De algemene regelen betreffende de inrichting van de vergelijkende wervingsexamens alsmede het bedrag van het inschrijvingsgeld voor deze vergelijkende examens worden door Ons bepaald". De nieuwe tekst van het statuut en het ontwerp-"koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel", die in dat opzicht

.../...

afwijken van de thans geldende reglementering, bevatten echter geen bepaling meer tot vaststelling van het programma en van de regelen betreffende het verloop van die examens. Wat nu de examencommissies betreft, het nieuwe artikel 42 van het statuut draagt het voorzitterschap daarvan op aan de vaste wervingssecretaris of aan zijn gemachtigde. Voor het overige beperkt artikel 17 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel zich ertoe, de bevoegdheid tot het vaststellen van de examenprogramma's op te dragen aan de Ministers die het aanwijst, en het programma van de vergelijkende wervingsexamens te onderwerpen aan het voorafgaand advies van de vaste secretaris. Artikel 18 van hetzelfde ontwerp bepaalt : "De overheden die ermede belast zijn het programma van de loopbaanexamens vast te stellen, bepalen overeenkomstig de regelen voorgeschreven door artikel 17, de essentiële inrichtingsmodaliteiten van die examens. Deze essentiële modaliteiten hebben onder meer betrekking op de inwendige inrichting van de examens, op de manier van kwoteren en op de bevoegdheid die van de leden der examencommissies wordt geëist". Zijn die "modaliteiten" werkelijk "essentieel", dan is er geen algehele overeenstemming tussen artikel 21 van het statuut en de artikelen 17 en 18 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel.

Al is het begrijpelijk dat de Regering de wervingsexamens met meer soepelheid wenst te organiseren dan thans het geval is, toch kan worden getwijfeld aan de regelmatigheid van sommige overdrachten van bevoegdheid die aldus aan de Ministers worden verleend. In dat opzicht kunnen

.../...

geschillen oprijzen en het gevaar is niet uitgesloten dat rechtscolleges zouden verwerpen wat zij als verboden overdrachten van bevoegdheid zouden kunnen beschouwen.

C. Wat de organisatie van de stage betreft :

I.

Het ontwerp breidt het rechtsstatuut van de stagiairs, dat voor de eerste categorie reeds is vastgesteld in het koninklijk besluit van 16 februari 1961, uit tot de stagiairs van alle niveaus.

II.

Het ontwerp vermindert de duur van de stage voor de niveaus 2, 3 en 4 : van twee jaar tot zes maanden voor niveau 2, van een jaar tot drie maanden voor de niveaus 3 en 4.

OPMERKINGEN BETREFFENDE SOMMIGE ARTIKELEN.

TITEL I. - WERVINGSEXAMENS.

Artikel 16.

Artikel 16, § 1.

Deze bepaling zou beter als volgt kunnen beginnen : "Als buitenstaanders mogen aan de vergelijkende wervingsexamens deelnemen, de gegadigden die voldoen aan de volgende eisen : ...".

+

.../...

In zijn oorspronkelijke tekst bepaalde artikel 4 van het statuut van 2 oktober 1937 : "De door Ons, op advies van Onze Ministerraad vastgestelde inrichtingsreglementen bepalen de wijze van benoeming tot elk ambt". Dit artikel is steeds geïnterpreteerd als een aan de Regering verleende machtiging om bij wege van organieke reglementen bijkomende eisen te stellen voor de benoeming in sommige graden of in sommige betrekkingen, zoals bijvoorbeeld anciënniteit in een bepaalde graad, of een bijzonder diploma. In dat opzicht is de strekking van artikel 4 van het statuut niet veranderd toen het door het koninklijk besluit van 7 december 1959 werd gewijzigd, ofschoon de hiervoren vermelde regel minder duidelijk naar voren treedt uit de nieuwe tekst, die in veel algemener bewoordingen is gesteld.

Op de formule "de Minister onder wiens gezag de dienst van algemeen bestuur staat", na, herhaalt het nieuwe artikel 6 van het statuut woordelijk het huidige artikel 4, zoals dat gewijzigd is bij de besluiten van 7 december 1959 en 23 september 1963.

Het nieuwe artikel 6 van het statuut impliceert dat de Regering - bij wege van een organiek reglement, zoals dat artikel bepaalt - voor de benoeming in sommige graden nog een bijzonder diploma kan eisen. Dat is bevestigd in artikel 16, § 4, hetwelk bepaalt dat vrijstelling van diploma nooit aan een ambtenaar mag worden verleend wanneer het gaat om "een diploma of een studiegetuigschrift waaruit een beroepshoedanigheid blijkt in rechtstreeks verband met de speciale geschiktheid die voor de uitoefening van het ambt volstrekt noodzakelijk is".

.../...

De regel dat de Regering, wegens de speciale geschiktheid die voor de uitoefening van bepaalde ambten vereist is, voor de werving in bepaalde graden of in bepaalde betrekkingen kan eisen dat bijzondere diploma's of studiegetuigschriften worden voorgelegd, is van groot belang. Het verdient derhalve aanbeveling die regel direct te stellen, in plaats van daarvan alleen maar melding te maken naar aanleiding van bepalingen die zeggen binnen welke grenzen de Rijksambtenaren vrijgesteld zijn van de eis inzake diploma's of studiegetuigschriften (1).

Te dien einde stelt de Raad van State voor, artikel 16, § 1, aan te vullen met een tweede lid, waarin de formulering beknopter is dan in artikel 16, § 4, van het ontwerp :

"De organieke reglementen kunnen het bezit van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften voorschrijven voor de werving in bepaalde graden of in bepaalde betrekkingen, wanneer die eis gewettigd is door de aard van het uit te oefenen ambt".

Artikel 16, § 4.

Deze bepaling strekt in feite tot aanvulling van artikel 28 van het ontwerp betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L.8595/1); zij zou beter in laatstgenoemd ontwerp staan.

.../...

(1) Onderhavig ontwerp, artikel 16, § 4 ; ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, artikel 28, vierde lid (L.8595/1).

Artikel 16bis.

Gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State om artikel 16, § 1, met een tweede lid aan te vullen, dan moet de verwijzing vooraan in artikel 16bis worden gewijzigd.

Aangezien het artikel betrekking heeft op ambtenaren van andere overheidsdiensten dan de Rijksbesturen, stelt de Raad van State, anders dan in de algemene opmerking II, niet voor, hier de woorden "kandidaat-Rijksambtenaar" te schrappen na "stagiair".

Het eerste lid zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

"In afwijking van artikel 16, § 1, eerste lid, 5°, worden van de leeftijdseis vrijgesteld de gegadigden die reeds aan dit besluit onderworpen Rijksambtenaar of stagedoend kandidaat-Rijksambtenaar zijn".

Artikel 18.

Het ontwerp brengt in artikel 18 wijzigingen aan met een zeer beperkte strekking. Ondanks de vrij gebrekkige redactie van dit artikel, meent de Raad van State voor deze bepaling in haar geheel geen nieuwe tekst te kunnen voorstellen. Hij zal alleen vormwijzigingen voorstellen, in de nieuwe teksten welke het ontwerp invoert en een wijziging van de teksten betreffende de overplaatsing. Zoals reeds is

.../...

gezegd in de algemene opmerking III, stemmen die teksten niet overeen met sommige nieuwe bepalingen van de ontwerp-reglementering, die in bepaalde gevallen bevorderingsregelen invoeren, welke overplaatsingen impliceren of kunnen impliceren. Ze stemmen evenmin overeen met andere nieuwe bepalingen , die de verandering van graad voortaan aan bepaalde regels onderwerpen.

De nieuwe tekst, door het ontwerp ingevoegd, zegt dat de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, voorgeschreven in het tweede lid, b, "... de kandidaten zal verzoeken hun kandidaatstelling binnen vijftien dagen bij de vaste wervingssecretaris in te dienen". Beter ware te zeggen : "en zegt dat de kandidaturen binnen vijftien dagen aan de vaste wervingssecretaris moeten worden toegezonden".

De tweede volzin van het vierde lid kan beter als volgt beginnen : "... Het noemt de artikelen van dit deel III waarvan het afwijkt ...".

Het is onnodig in artikel 18 van het statuut een definitie van de overplaatsing te geven. Om te vermijden dat de tekst die in artikel 18 wordt ingevoegd, om die definitie te geven, niet in overeenstemming is met verscheidene artikelen van de ontwerp-reglementering, is het voldoende het vierde lid te redigeren zoals hierna is voorgesteld .

.../...

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, heeft de overplaatsing van een Rijksambtenaar naar een betrekking van een graad die niet dezelfde is als de graad waarvan hij titularis was, maar daarmede gelijkwaardig is, tot gevolg dat de betrokkene in de graad van die betrekking wordt benoemd, zonder dat de regelen inzake verandering van graad moeten worden toegepast. Het ware verkieslijk deze verduidelijking in de tekst aan te brengen.

Onder voorbehoud van hetgeen in de algemene opmerking III in overweging is gegeven, stelt de Raad van State voor, artikel 18, vierde lid, c, als volgt te lezen :

"c) de onmogelijkheid in de vacature te voorzien bij wege van vergelijkend examen, bevordering of verandering van graad dan wel door overplaatsing van een Rijksambtenaar die reeds de graad van de te begeven betrekking of een gelijkwaardige graad bezit (De overplaatsing van een Rijksambtenaar naar een betrekking van een gelijkwaardige graad brengt benoeming in die graad mede, zonder dat de bepalingen betreffende de verandering van graad moeten worden toegepast)".

Artikel 19.

Het doel van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 was niet alleen, de regelen voor de uitvoering van artikel 19 van het statuut vast te stellen, maar ook de werkingssfeer van dat artikel uit te breiden. Daarop wijzen het verslag aan de Regent bij dat besluit en de eerste considerans van de aanhef.

.../...

Het ontwerp brengt in artikel 19 wel een aantal wijzigingen aan om het aan de nieuwe toestanden aan te passen, maar het laat een gemis aan overeenstemming bestaan tussen dat artikel en het besluit van de Regent van 3 mei 1948, zoals dit zal worden gewijzigd door het ontwerp-koninklijk besluit waarover het advies nr L.8596/1 wordt gegeven.

Om dit goed te maken zonder de huidige tekst grondig te wijzigen, stelt de Raad van State voor, artikel 19 als volgt te lezen :

"Artikel 19.-

De bepalingen van dit deel III zijn niet van toepassing op gewezen ambtenaren van de kolonie, op leden van de rechterlijke orde of op de door Ons aangewezen categorieën van titularissen van andere openbare ambten of van militairen.

De in het eerste lid bedoelde kandidaten kunnen onder de door Ons bepaalde algemene voorwaarden worden benoemd tot Rijksambtenaar in de zin van dit statuut".

Artikel 20.

Om het onderscheid tussen het geval onder 1° en de gevallen onder 2° en 3° beter tot uiting te doen komen, wordt voorgesteld, het artikel als volgt te lezen:

.../...

"Artikel 20.-

Bij wege van een vergelijkend wervingsexamen worden begeven de graden van de rangen 10, 20, 30 en 40 (1).

De organieke reglementen van de Ministeries kunnen beslissen, dat bij wege van een vergelijkend wervingsexamen ook worden begeven :

1° sommige graden van andere rangen, waarvoor de betrokkenen, krachtens de aard van het uit te oefenen ambt, hetzij houder van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften moeten zijn, hetzij een bijzondere, door een examen te toetsen geschiktheid, moeten bezitten ;

2° sommige graden die, ofschoon ingedeeld bij de rangen 41 en 42, krachtens de aard van het overeenkomstige ambt niet door verhoging in graad kunnen worden begeven ".

Artikel 21.

Wat over het eerste lid te zeggen valt, is medegedeeld in de algemene opmerkingen over de statuutbepalingen inzake werving. Hieraan moet echter worden toegevoegd, dat de tweede volzin van het eerste lid beter in het tweede lid zou staan.

.../...

(1)Onder voorbehoud van de opmerking, in verband met de nummers van de graden door de Raad van State gemaakt in zijn advies over het ontwerp-koninklijk besluit "betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn" (advies L.8603/1).

Uit de woorden "... en zonder verzet van zijnentwege ...", die in het tweede lid zijn ingevoegd, blijkt dat de vaste wervingssecretaris, indien de betrokken Minister hem vraagt het organiseren van een der opgegeven vergelijkende wervingsexamens op te dragen "aan de dienst waaronder de kandidaten ressorteren of zullen resssorteren", in zekere mate bevoegd blijft om uit te maken of dit al dan niet zal gebeuren. Derhalve vervange men de woorden "wordt ... opgedragen" door "kan ... worden opgedragen" en schrappe men de woorden "en zonder verzet van zijnentwege".

Bovendien is het geraden de overheid aan wie de organisatie van het vergelijkend examen kan worden opgedragen te noemen. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, wordt hier bedoeld de secretaris-generaal van het Ministerie of, indien de betrokken dienst niet behoort tot een geheel van diensten die onder een secretaris-generaal ressorteren, het hoofd van bestuur dat die dienst onder zijn gezag heeft. Bovendien kan de secretaris-generaal of het hoofd van bestuur de bevoegdheid tot het organiseren van het vergelijkend wervingsexamen overdragen op het hoofd van bestuur onder wiens rechtstreeks gezag de betrokken dienst is geplaatst.

Artikel 21, tweede lid, zou derhalve als volgt moeten worden gelezen :

"De vergelijkende examens worden georganiseerd door de vaste wervingssecretaris. Nochtans kan het organiseren van een vergelijkend examen tot werving in een graad die eigen is aan een Ministerie en gerangschikt is in het niveau 3 of 4, op verzoek van de betrokken Minister door de vaste wervingssecretaris worden opgedragen aan de secretaris-generaal of, als er geen is, aan het hoofd

.../...

van bestuur waaronder de dienst waarvoor de aanwerving moet plaatshebben, ressorteert. Deze kunnen de bevoegdheid tot het organiseren van het vergelijkend wervingsexamen overdragen op het hoofd van bestuur onder wiens rechtstreeks gezag de betrokken dienst is geplaatst".

Artikel 21bis (artikel door de Raad van State voorgesteld).

De artikelen 22, tweede lid, en 23 van het ontwerp, en artikel 2, eerste lid, van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (L.8602/1) regelen de bekendmaking van de vergelijkende wervingsexamens. Dezelfde regel is dus meer dan eenmaal geformuleerd.

Het is geraden, uit de bepalingen van de drie genoemde artikelen één nieuw artikel samen te stellen, dat kan worden ingevoegd aan het slot van "afdeling I" houdende de "algemene bepalingen" betreffende de vergelijkende wervingsexamens.

De Raad van State stelt voor, in het statuut een nieuw artikel 21bis in te voegen, luidend als volgt :

"Artikel 21bis.-

Het aantal te begeven betrekkingen (of het aantal toelaatbare stagiairs) (1), de eisen waaraan de kandidaten moeten voldoen en de nadere regelen van ieder vergelijkend wervingsexamen worden ter kennis van het publiek gebracht door een bericht in het Belgisch Staatsblad en, bovendien, als de overheid die het examen organiseert het dienstig acht, door enig ander middel van bekendmaking dat zij doeltreffend vindt".

.../...

(1) Zie artikel 22, tweede lid, eerste volzin, van het ontwerp en de opmerking door de Raad van State bij die bepaling gemaakt.

Artikel 22.

Tot aan het koninklijk besluit van 16 februari 1961 werden de vergelijkende wervingsexamens voor ieder van de vier categorieën uitgeschreven met het oog op de toekenning van bepaalde betrekkingen. Dat besluit heeft voor de eerste categorie een nieuwe regeling ingevoerd, namelijk vergelijkende examens voor werving van een bepaald aantal stagiairs ; de Minister onder wie de dienst van algemeen bestuur ressorteert, bepaalt dit getal en beschikt hierbij over een zekere vrijheid om 's Rijks wervingsbehoeften te beoordelen.

Het nieuwe artikel 22, tweede lid, van het statuut laat voor niveau 1 de regeling van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 bestaan. De Raad van State moge herinneren aan wat hij daarover heeft opgemerkt in zijn advies van 10 februari 1961 (L.7437/1). Hij wijst er bovendien op, dat die regeling moeilijk in te passen is in een aantal nieuw ontworpen bepalingen. Luidens het nieuwe artikel 72, § 1, 2°, van het statuut en artikel 28 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, moet de Rijksambtenaar die in een graad van het hoger niveau wenst te worden benoemd, het vergelijkend examen afleggen, dat voor aanwerving in dat niveau uitgeschreven is. Artikel 72, § 1, 2°, noemt die wijze van benoeming "bevordering door werving in een niveau boven dat van de ambtenaar". Zoals al gezegd is, zal er dus voortaan maar

.../...

één examen zijn voor de aanwerving van buitenstaanders en voor de bevordering van Rijksambtenaren van het onmiddellijk lagere niveau. Anderzijds bepaalt artikel 73 in algemene bewoordingen : "De bevordering en de verandering van graad zijn alleen mogelijk ingeval een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is". Aangezien het examen hetzelfde is voor de aanwerving van stagiairs van niveau 1 als voor de bevordering van Rijksambtenaren van niveau 2 tot niveau 1, lijkt de regel van artikel 73, volgens welke bevordering alleen mogelijk is wanneer er een vacante betrekking is, bezwaarlijk overeen te brengen met de regel van artikel 22, tweede lid, volgens welke de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van het algemeen bestuur behoort, het aantal aan te werven stagiairs bepaalt zonder dat hij volstrekt gehouden is door het aantal vacante betrekkingen. De moeilijkheid om beide regels in overeenstemming te brengen is des te groter, daar de verdeling van de "betrekkingen" tussen de buitenstaanders en de kandidaten die als Rijksambtenaar aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen, alleen mag geschieden na afloop van de examens en op grond van de uitslagen daarvan.

Daar het stelsel, ingevoerd door het koninklijk besluit van 16 februari 1961 en gehandhaafd door het nieuwe artikel 22, tweede lid, van het statuut, zo is uitgebouwd dat de vergelijkende wervingsexamens niet meer worden uitgeschreven met het oog op de betrekkingen van een bepaald kader, is het even moeilijk overeen te brengen met de instelling van een wervingsreserve. De koninklijke besluiten van 10 februari 1961 en 23 maart 1961 hadden om die reden de vergelijkende wervingsexamens voor de eerste categorie onttrokken aan de toepassing van artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid

.../...

van het Vast Wervingssecretariaat. Artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (L.8602/1), dat in algemene bewoordingen is gesteld, voert daarentegen zelfs voor de vergelijkende examens van niveau 1 een wervingsreserve in. Laatstgenoemde bepaling en het nieuwe artikel 22, tweede lid, van het statuut zijn dus niet in overeenstemming.

Ten slotte is de instelling van een wervingsreserve, zoals zij is ingericht door artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens (L.8602/1), evenmin overeen te brengen met het systeem van het jaarlijks vergelijkend examen. De vraag is of, als in het nieuwe artikel 22, eerste lid, de huidige formule "in de loop van de maand november van ieder jaar" vervangen wordt door de nieuwe formule "bij voorkeur in de loop van de maand november", daarmee voor de werving in niveau 1 wordt afgezien van het systeem van het jaarlijks vergelijkend examen.

\+ +

.../...

Gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State om artikel 21bis in te voegen, dan moet de tweede volzin van het tweede lid van artikel 22 vervallen.

Wat de redactie van de eerste volzin van dat lid betreft, kan beter de term "stagiairs" aan de bestaande Franse tekst worden ontleend.

Artikel 23.

Gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State om artikel 21bis in te voegen, dan moet de tweede volzin van het artikel worden geschrapt.

Artikel 26.

Uit artikel 6 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (L. 8602/1) blijkt, dat de geslaagden van de vergelijkende wervingsexamens voor de niveaus 2, 3 en 4, reeds tijdens hun stage voor een betrekking worden aangewezen. Die aanwijzing is een belangrijke factor, die de rechtstoestand van de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4 onderscheidt van die van de stagiairs van niveau 1. Die bijzonderheid zou in het statuut moeten worden ingevoegd, en wel in artikel 26.

.../...

Artikel 27quater.

Artikel 27quater van het ontwerp bepaalt :

"Onverminderd de bepalingen die genomen zijn of kunnen genomen worden betreffende de schorsing van de stage ten opzichte van de stagiairs van het niveau 1 wordt de stage geschorst door elke andere administratieve stand dan de dienstactiviteit".

De strekking van het artikel zou in de volgende lezing duidelijker tot uiting komen :

"Artikel 27quater.-

Om de duur van de verrichte stage te berekenen, worden in aanmerking genomen alle periodes waarin de stagiair in actieve dienst is, maar niet de periodes van instantie van wedertewerkstelling".

Al staan de stagiairs van niveau 1 inzake afwezigheid onder veel strengere regelen, zij vallen toch ook onder de regel van artikel 27quater. Er is dus geen reden om dat artikel te doen beginnen met de woorden "Onverminderd de bepalingen die genomen zijn of kunnen genomen worden ... ten opzichte van de stagiairs van het niveau 1". Daarentegen is het volstrekt nodig de teksten betreffende de stagiairs van niveau 1 aan te vullen, omdat zij niet duidelijk genoeg zeggen welke de administratieve stand van de stagiair is (artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het

.../...

Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode, welk besluit het ontwerp waarover advies L. 8599/1, bedoelt te wijzigen; artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van hun proeftijd, welke bepalingen het ontwerp waarover advies L. 8694/1, in stand wenst te houden). Genoemde besluiten zijn immers vastgesteld toen de Regering voor de Rijksambtenaren nog geen volledig systeem van administratieve standen had uitgewerkt. Die besluiten moeten dus volstrekt worden aangepast aan de nieuwe regelen van de ontwerp-besluiten, die zulk een systeem niet alleen voor Rijksambtenaren maar ook voor stagiairs invoeren.

In zijn advies (L. 8597/1) betreffende het ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging en coördinatie van het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren, heeft de Raad van State gewezen op een gemis aan overeenstemming tussen artikel 17 van dat ontwerp en het nieuwe artikel 27quater van het statuut. De tekst die zoëven voor dat artikel is voorgesteld, zorgt voor de overeenstemming.

Artikel 29 (door de Minister geamendeerd).

Het ware verkieslijk het artikel als volgt te lezen :

"Bij het eind van de stage doet de algemene stagemeester aan iedere Minister de lijst toekomen van de

.../...

stagiairs die hij geschikt acht om tot Rijksambtenaar te worden benoemd en die zullen worden aagewezen voor het Ministerie dat onder zijn gezag staat. Is dat Ministerie niet aangewezen, dan wordt de lijst gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

Voor de stagiairs die hij ongeschikt acht, stuurt de algemene stagemeester ...

Zijn oordeel grondt hij op het beoordelingsdossier van de stagiair".

Artikel 30.

Het tweede lid van de geamendeerde tekst zou als volgt moeten worden gelezen :

"Als conclusie van haar onderzoek zendt de stagecommissie een gemotiveerd eindvoorstel betreffende de geschiktheid voor benoeming of betreffende de afdanking aan de Minister, aangewezen in artikel 29, eerste lid".

Artikel 32.

Het tweede lid zou de bedoeling van de Regering beter tot uitdrukking brengen indien het als volgt werd gelezen :

"Wordt hij door de stagecommissie ongeschikt bevonden, dan kan hij niettemin tot Rijksambtenaar worden benoemd. Zo niet wordt hij afgedankt.

.../...

Artikel 39.

Het vierde lid zou de bedoeling van de Regering duidelijker als volgt weergeven :

"Wordt hij door de departementale stagecommissie ongeschikt bevonden, dan kan hij door de benoemende overheid niettemin in zijn graad tot Rijksambtenaar worden benoemd. Zoniet wordt hij door die overheid afgedankt".

\+

\+ +

Men vervange "hoofdstuk II" door "titel II".

TITEL II. - VAST WERVINGSSECRETARIAAT.

I.

Het ontwerp brengt een lichte wijziging aan in de huidige tekst, waar het de woorden "op de voordracht van Onze Ministerraad" vervangt door de woorden "op de voordracht van de Ministerraad". Om mogelijke kritiek op de ontwerp-tekst te ondervangen, schrijve men bij voorkeur "van Onze in raad vergaderde Ministers". Deze formule is nauwkeuriger en staat bovendien dichter bij de terminologie van de Grondwet (artikel 79). Zij impliceert echter de mede-ondertekening door alle Ministers. Bedoelt de Regering het niet zo, dan ware de meest geschikte formule : "Op de voordracht van Onze Minister van ... en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers".

.../...

II.

Een koninklijk besluit van 22 november 1954 heeft tijdelijke afwijkingen van het statuut van het Rijkspersoneel ingevoerd, voornamelijk wat de duur van het mandaat van de vaste wervingssecretaris en van de adjunct-wervingssecretarissen betreft. Artikel 1 van dat besluit bepaalt :

"In afwijking van de artikelen 35 en 37 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, kan de Koning de vaste wervingssecretaris en de adjunct-wervingssecretarissen benoemen voor een termijn die, zonder meer dan vijf jaar te mogen bedragen, eindigt de dag waarop de regeling in werking treedt welke titel III, hoofdstuk IV, afdeling II, van voornoemd besluit zal vervangen".

Het ontwerp vervangt de artikelen die titel III, afdeling II, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vormen, door een tekst die voor een deel uit oude, maar voor een deel ook uit zeer belangrijke nieuwe bepalinger bestaat.

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op de gevolgen die het ontwerp kan hebben ten opzichte van het koninklijk besluit van 22 november 1954.

Artikel 43.

In het eerste lid voege men opnieuw de tweede volzin van artikel 37 van de huidige tekst in, die volgens de gemachtigden van de Minister slechts door een materiële vergissing is weggevallen.

.../...

DEEL VI. - DIRECTIERAAD.

Artikel 53.

Artikel 53 van het ontwerp herhaalt de huidige tekst, met dit voorbehoud dat het woord "departement" door "Ministerie", en "diensthoofden" door "dienstchefs" is vervangen.

Het artikel geeft de samenstelling van de directieraad en gebruikt hiervoor het begrip "opperambtenaar".

Staat het vast dat opperambtenaren zijn de ambtenaren met de graad van secretaris-generaal, van directeur-generaal en van inspecteur-generaal, aarzeling is mogelijk wat de ambtenaren betreft die met sommige andere graden zijn bekleed, bijvoorbeeld de bestuursdirecteurs bij het Ministerie van Verkeerswezen. Daarom bevat artikel 83, in het statuut ingevoegd door het koninklijk besluit van 10 maart 1963, behalve de bepaling tot instelling van de "raad van beroep voor de ambtenaren-generaal", een aanvullende bepaling die zegt wat onder "ambtenaren-generaal" moet worden verstaan. Maar, zoals de tekst uitdrukkelijk zegt, geldt de gegeven definitie alleen voor de toepassing van artikel 83. Het ontwerp vervangt die aanvullende bepaling door een nieuwe, die zegt : "Onder opperambtenaren naar de zin van dit artikel, dienen te worden verstaan de ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15". Daarentegen laat het ontwerp de leemte van de huidige tekst van artikel 53 bestaan : het zegt niet welke ambtenaren voor de toepassing van dat artikel als "opperambtenaren" moeten worden beschouwd. Verscheidene beroepen die bij de Raad van State

.../...

werden ingesteld,hebben nochtans de moeilijkheden welke artikel 53 oplevert, aan het licht gebracht (1). Om aan een hinderlijke rechtsonzekerheid een einde te maken, verdient het aanbeveling artikel 53 aan te vullen met een nadere bepaling van het begrip "opperambtenaar" in de zin van dat artikel, nog vóór de bepalingen betreffende de directieraad volledig worden herzien. Die toevoeging is des te meer verantwoord, daar de rechtsonzekerheid vooral inzake bevordering en tuchtstraffen heerst. Door een nieuwe tekst zou tegelijk de toestand van de ambtenaren die als taaladjunct een graad van opperambtenaar bekleden, kunnen worden geregeld.

Mocht blijken dat met de toepassing van een zelfde regel in sommige departementen moeilijkheden ontstaan, bijvoorbeeld doordat de directieraad een ruimere samenstelling krijgt dan wenselijk is, dan zou de Regering voor die Ministeries bijzondere bepalingen kunnen vaststellen als die van artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 februari 1939 houdende reorganisatie van het algemeen secretariaat van het Ministerie van Financiën en wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1925 houdende organiek reglement van de hoofdbesturen van het Ministerie van Financiën.

.../...

---

(1) Zie onder meer arrest van de Raad van State van 26 maart 1959, nr 6990, "Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State" 1959, blz. 286.

DEEL VII. BEOORDELING.

Het nieuwe artikel 76 van het statuut bepaalt dat, wil hij aan een loopbaanexamen kunnen deelnemen of een bevordering of verandering van graad kunnen verkrijgen, "voor de Rijksambtenaar van het niveau 4 geen omstandig verslag mag zijn opgemaakt waarbij deze wordt gelijkgesteld met de Rijksambtenaren die "onvoldoende" of "slecht" gesignaleerd zijn".

"Deel VII. Beoordeling" zou dus moeten worden aangevuld met een bepaling die, zoals artikel 26 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zegt dat een omstandig verslag moet worden opgemaakt voor de ambtenaren van niveau 4 die in de uitoefening van hun ambt te wensen hebben overgelaten.

Hoe het zij, de bepaling is van zodanige aard, dat het hoogst aanbevelenswaardig is, ze niet in de bezoldigingsregeling maar in besluiten betreffende het administratief statuut in te voegen. Nadere uitleg hieromtrent is gegeven bij de bespreking van artikel 114 van het onderhavige ontwerp en naar aanleiding van de algemene opmerkingen over titel I van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (advies L. 8595/1).

.../...

Deel VIII. "Anciënniteit en rangschikking"

ALGEMENE OPMERKING OVER DEEL VIII

Aan het ontwerp komt de verdienste toe, dat het de anciënniteit regelt. Het nadeel van de bestaande regeling is, dat zij wel belang hecht aan de anciënniteit, maar de wijze waarop ze wordt berekend slechts in onvolledige teksten aangeeft. Het bezwaar waarop een anciënniteitsregeling stuit, ligt hierin dat ze onmogelijk in het algemeen kan worden vastgesteld omdat onvermijdelijk met bijzondere feitelijke toestanden rekening moet worden gehouden. Het resultaat is een regeling als die van de artikelen 63, 64, 65 en 69 van het ontwerp, die onbetwistbaar een overgangsregeling is, want zij voorziet in bijzondere toestanden met inachtneming van gebeurtenissen die zich op bepaalde data hebben voorgedaan. Die artikelen zullen in de toekomst gewijzigd en aan nieuwe toestanden aangepast moeten worden en zijn dus niet op hun plaats in een algemene regeling, die betrekkelijk vast zou moeten zijn. Om duidelijk te zijn zou het ambtenarenstatuut alleen de hoofdbeginselen voor het bepalen van de anciënniteit moeten stellen; bijzonderheden zijn dan afzonderlijk te regelen, zoals sedert 1937 ook voor andere aangelegenheden is gedaan, De hiernavolgende opmerkingen worden onder voorbehoud van die voorafgaande opmerking gemaakt.

OPMERKINGEN OVER BEPAALDE ARTIKELEN

Artikel 63

Dit artikel verdeelt de ambtenaren over drie categorieën voor de toepassing van de statuutbepalingen die uitgaan van de anciënniteit. Volgens de gemachtigde ambtenaar moet die verdeling slechts plaatshebben wanneer ambtenaren onderling in competitie komen. Wanneer voor het

.../...

bepalen van de persoonlijke toestand van een ambtenaar een op de anciënniteit steunende regel moet worden toegepast, zal dit of dat van de artikelen 64 tot 69 en 71 toepassing moeten vinden, naargelang de toe te passen tekst verwijst naar de dienst-, de niveau- of de graad-anciënniteit. Voor de verrichting waarmee een vergelijkend wervingsexamen wordt afgesloten, gebruike men bij voorkeur de woorden "vergelijkend wervingsexamen waarvan het proces-verbaal is afgesloten" in plaats van "vergelijkend wervingsexamen dat werd afgesloten".

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 juni 1951 en artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1953 bevatten elk meer dan één bepaling. In de verwijzingen naar die artikelen zou de Regering dan ook de alinéa's moeten vermelden die zij op het oog heeft.

Onder voorbehoud van het hiervoren opgemerkte, wordt voorgesteld artikel 63 als volgt te lezen :

" Artikel 63.

§ 1. Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de anciënniteit, worden de rijksambtenaren wier anciënniteit moet worden vergeleken, in drie categorieën gerangschikt.

Tot categorie 3 behoren de rijksambtenaren die sinds 1 januari 1954 aangeworven zijn, behalve zij die geslaagd zijn voor en in batige orde gerangschikt zijn op een vergelijkend wervingsexamen waarvan het proces-verbaal vóór die datum is afgesloten.

.../...

Tot categorie 2 behoren de rijksambtenaren die tijdens hun loopbaan het voordeel hebben genoten van de besluiten tot uitvoering, ofwel van de wet van 28 december 1960 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de vergelijkende examens voor toelating tot de vaste betrekkingen in de rijksbesturen, ofwel van de wet van 27 juli 1953 houdende nieuwe tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot de betrekkingen in de rijksbesturen, behalve de ambtenaren die het voordeel hebben genoten, ofwel van artikel 9, ... lid, of artikel 16 van het koninklijk besluit van 23 juni 1951, ofwel van artikel 8, ... lid, of artikel 13 van het koninklijk besluit van 25 november 1953.

Tot categorie 1 behoren de ambtenaren die niet in categorie 3 of in categorie 2 zijn opgenomen.

Onder ambtenaren van verschillende categorieën wordt voorrang verleend aan hen die tot de categorie met het laagste cijfer behoren.

Onder ambtenaren van eenzelfde categorie wordt de voorrang als volgt bepaald :

1° de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

§ 2. Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de graad-, de niveau- of de dienstanciënniteit, wordt de anciënniteit van de ambtenaar bepaald overeenkomstig de artikelen 64 tot 69 en 71".

Neemt de Regering die tekst aan, dan moeten alle verwijzingen naar artikel 63 worden aangevuld met de vermelding "§ 1".

.../...

Artikel 64.

Paragraaf 1.

Eerste lid.

Bij vrijwillige onderbreking zullen, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, de daaraan voorafgaande diensten niet in aanmerking komen voor het bepalen van de anciënniteit.

Het woord "verstrekt" vervange men door "verricht".

De tekst schrijft voor, dat de betrokkenen rijksambtenaar moeten zijn; de woorden "terwijl hij tot een ministerie behoorde" dienen als overbodig te vervallen.

Tweede lid

Volgens de gemachtigde ambtenaar betekent " à quelque titre que ce soit" niet "in enige graad" of "in enig niveau", maar staat het tegenover "in de hoedanigheid van rijksambtenaar" en slaat het op diensten, verricht in een andere hoedanigheid dan die van ambtenaar in vast verband, met name als tijdelijke. Men leze derhalve liever : " en quelque qualité que ce soit". Voorgesteld wordt, het tweede lid als volgt te lezen :

" Voor de berekening van de graadanciënniteit en van de niveau-anciënniteit van de ambtenaar die geregulariseerd is op grond van de besluiten ter uitvoering van de wet van 28 december 1950 of van de wet van 27 juli 1953, komen echter in aanmerking de werkelijke diensten welke hij in enigerlei hoedanigheid zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht als lid van het personeel van een Ministerie en als titularis van een ambt met volledige prestaties".

.../...

Paragraaf 2.

Uit § 1, tweede lid, blijkt dat "benoemd" kan betekenen, niet alleen vast benoemd, maar ook tijdelijk benoemd of zelfs bij arbeidsovereenkomst aangeworven.

De woorden "tot een dergelijke graad" aan het eind van het eerste en van het tweede lid, mogen niet worden verstaan als te verwijzen naar "graad" in "bevordering in graad". Deze laatste uitdrukking kan beter worden vervangen.

In § 2 wordt de graadanciënniteit een anciënniteit die wordt berekend, niet in een bepaalde graad maar in een bepaalde rang. Het ontwerp verwijst immers naar "de rangen die in aanmerking komen voor de bepalingen die op hem moeten worden toegepast". Het rekent niet met het geval, dat bijzondere voorzieningen een bepaalde anciënniteit in een bepaalde graad zouden eisen. Mocht de Regering voornemens zijn in sommige gevallen te eisen, dat de betrokkene gedurende een bepaalde tijd een bepaalde graad heeft gehad, dan moet het ontwerp worden aangevuld om uitdrukkelijk te stellen, dat in de organieke reglementen aanvullende anciënniteitsregelen kunnen worden opgenomen.

Onder voorbehoud van deze laatste opmerking, wordt voorgesteld § 2 als volgt te lezen :

" Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in een graad van een rang die gelijk is aan of hoger dan de rangen die door de toe te passen bepalingen in aanmerking worden genomen, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulk een graad.

.../...

Voor de niveau-anciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in een graad van het betreffende niveau, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulk een graad.

De data waarop de ambtenaar voor de graadanciënniteit en de niveau-anciënniteit rang inneemt, mogen echter niet liggen vóór 1 januari 1953 wanneer hij krachtens de besluiten ter uitvoering van de wet van 28 december 1950 geregulariseerd is, noch vóór 1 december 1953 wanneer hij krachtens de besluiten ter uitvoering van de wet van 27 juli 1953 geregulariseerd is".

Artikel 65.

Zoals in artikel 64 staat "à un autre titre" tegenover "in deze hoedanigheid", d.i. als rijksambtenaar. In de plaats daarvan schrijve men dus "en une autre qualité".

Hier moet worden gezegd, dat de lagere graad in een andere hoedanigheid alleen in aanmerking wordt genomen als de ambtenaar tot het personeel van een Ministerie heeft behoord.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

.../...

" Artikel 65.-

Wanneer een ambtenaar ten vroegste op 16 maart 1940 tot Rijksambtenaar is benoemd in een lagere graad dan hij, bij die benoeming, in een andere hoedanigheid bezat als lid van het personeel van een Ministerie, en hij nadien, krachtens de regularisatiemaatregelen, een graad heeft teruggekregen die gelijk is aan of lager dan die welke hij in een andere hoedanigheid bezat, maar hoger dan die waarin hij als Rijksambtenaar is benoemd, komen de in die laatste graad werkelijk verrichte diensten in aanmerking voor de berekening van de graadanciënniteit en van de niveau-anciënniteit in de graad en het niveau welke de ambtenaar heeft teruggekregen".

Artikel 66.

Zoals in de artikelen 64 en 65 wijzen de woorden " à quelque titre que ce soit" erop, dat de diensten kunnen zijn verricht in een andere hoedanigheid dan die van Rijksambtenaar.

Men leze het artikel als volgt :

" Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten welke de ambtenaar in enigerlei hoedanigheid zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht als lid van het personeel van een Ministerie en als titularis van een ambt met volledige prestaties".

.../...

Artikel 67.

Paragraaf 1.

Voorgesteld wordt, deze paragraaf als volgt te lezen :

" § 1. De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve toestand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt".

Artikel 69.

Paragraaf 1.

Eerste lid.

In de Franse versie, onder 1° aan het eind, moet aan de woorden "de la force publique" worden toegevoegd : "au Congo".

Nog in de Franse tekst staat "agent d'un Ministère" tegenover "la qualité d'agent de l'Etat". Ter wille van de overeenstemming met de artikelen 64, 65 en 66, vervange men "être agent d'un Ministère le 31 décembre 1948" door "avoir été, en quelque qualité que ce soit, membre du personnel d'un Ministère à la date du 31 décembre 1948".

De Nederlandse versie leze men als volgt :

" de hoedanigheid van Rijksambtenaar hebben verkregen tussen 8 mei 1945 en 31 december 1948 of op 31 december 1948 in enigerlei hoedanigheid lid zijn geweest van het personeel van een Ministerie".

Derde lid.

Men leze de tekst als volgt :

" Van de aldus in aanmerking genomen tijd wordt elke periode afgetrokken die...(voorts zoals in het ontwerp)..".

.../...

Vierde lid.

Wenst de Regering alleen de volle maanden gevangenschap, internering, opsluiting of mobilisatie in aanmerking te nemen, dan moet, zoals in artikel 68, het woord "volle" worden ingevoegd vóór "kalendermaanden". Dezelfde opmerking geldt voor § 2, tweede lid .

Artikel 70.

De regel van dit artikel zal alleen in geval van competitie toepassing vinden. Hij betreft alleen graadanciënniteit. De overgeplaatste ambtenaar zal zich dus kunnen beroepen op de graadanciënniteit die hij in andere diensten heeft verkregen, wanneer zijn persoonlijke toestand moet worden vastgesteld zonder met die van andere ambtenaren vergeleken te worden. Hij zal zich, zelfs in geval van competitie, ook kunnen beroepen op de dienstanciënniteit, op de niveau-anciënniteit en op de categorie welke hij te danken heeft aan zijn diensten in een andere administratie.

Om elk misverstand over de inhoud van de term "mededinging" te voorkomen, leze men het eerste lid als volgt : " Worden ambtenaren volgens hun anciënniteit gerangschikt, dan mag de overgeplaatste ambtenaar zich op de graadanciënniteit, verkregen in de diensten waartoe hij vóór zijn overplaatsing behoorde, niet beroepen ten aanzien van de ambtenaren op wie zulk een maatregel niet toegepast is en die in dezelfde categorie als hij moeten worden gerangschikt".

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet de term "maatregel tot wedertewerkstelling" worden geacht te doelen, niet alleen op de beslissingen, genomen op grond van het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren, maar ook op die welke genomen zijn op grond van het koninklijk besluit van 26 juni 1962 betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken, dat bijzondere maatregelen inzake wedertewerkstelling bevat.

Artikel 71.

Paragraaf 1.

Men vervange "verstrekt" door "verricht".

Volgens de gemachtigde ambtenaar is in de door het ontwerp gebruikte termen : "dat door de wet als gelijkaardig wordt erkend" een materiële vergissing begaan, en moet worden gelezen : "dat door de Koning...". Overeenkomstig de terminologie die het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 doorgaans gebruikt in de bepalingen welke het ontwerp niet wijzigt, leze men : "dat door Ons....".

Op de laatste regel van § 1 kan het woord "betrokken" vervallen.

.../...

Men vervange "gepresteerd" door "verricht". In plaats van "in een graad" schrijve men "als titularis van een graad".

Paragraaf 3.

In de Franse tekst zou "en sa qualité" moeten worden vervangen door "en cette qualité", ofwel vervallen. In dat geval schrappe men in de Nederlandse tekst "in deze hoedanigheid". De schrapping is nodig als de Regering wenst, dat ook het geval kan worden geregeld van de ambtenaar die, in een andere hoedanigheid dan die van Rijksambtenaar, titularis van een thans afgeschafte graad mocht zijn geweest.

Op te merken valt, dat het thans aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn (L.8603/1) sommige afgeschafte graden indeelt. Voor die graden zullen beide betrokken Ministers dus gebonden zijn door de indeling welke de Koning heeft opgemaakt, wanneer zij zullen beslissen op grond van § 3.

.../...

DEEL IX. LOOPBAAN VAN DE RIJKSAMBTENAREN.

ALGEMENE OPMERKING OVER DEEL IX.

De algemene opmerkingen over de nieuwe regeling inzake bevordering en verandering van graad zullen worden gemaakt naar aanleiding van het onderzoek van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L.8595/1). Dat ontwerp immers bepaalt nauwkeurig de regelen die in de toekomst toepassing zullen vinden.

De Raad van State moge erop wijzen dat het zijn nut kan hebben, deel IX van het statuut aan te vullen met een artikel tot regeling van de bekendmaking van de bevorderingen, zelfs ingeval die bekendmaking niet is voorgeschreven door de wet van 31 mei 1961. Bij herhaling immers hebben aan de Raad van State gerichte verzoekschriften moeilijkheden opgeleverd voor het bepalen van het begin van de termijn gedurende welke een vordering tot nietigverklaring van een vordering bij de Raad van State kan worden ingesteld.

OPMERKINGEN OVER BEPAALDE ARTIKELEN

Artikel 72.

Het artikel gebruikt een terminologie die sterk verschilt van de huidige, hetgeen gemakkelijk te verklaren is gelet op de grondige hervormingen in de afwikkeling van de loopbaan der Rijksambtenaren.

.../...

Het artikel geeft een verschillende betekenis aan de termen "bevordering" en "verhoging", die tot dusver synoniem waren. De term "bevordering" wordt in een meer algemene betekenis gebruikt : hij doelt op iedere benoeming van een Rijksambtenaar tot een graad van een hogere rang, zonder een onderscheid te maken naargelang het gaat om een rang van hetzelfde niveau dan wel om een rang van een hoger niveau. De "verhoging in graad" is voortaan de eerste soort van bevordering : zij bestaat in de benoeming van de ambtenaar tot een graad van een hogere rang van hetzelfde niveau.

Als tweede soort van bevordering vermeldt het artikel : "... de bevordering door werving in een niveau boven dat van de ambtenaar". De Regering gebruikt die terminologie omdat, krachtens de ontwerp-reglementering, de ambtenaar die wenst te worden benoemd tot een graad van het hoger niveau, samen met buitenstaanders zal moeten deelnemen aan éénzelfde examen,"vergelijkend wervingsexamen" genoemd. Volgens de gebruikelijke betekenis echter, sluit bevordering aanwerving uit, en omgekeerd. Kenmerkend voor de aanwerving - en hierdoor onderscheidt zij zich van de bevordering - , is dat de benoemde voordien geen ambtenaar was van het openbaar bestuur waarvoor de aanwerving plaats heeft, of dat, in het uitzonderlijk geval dat hij die hoedanigheid reeds bezit, die hoedanigheid rechtens niet de voorwaarde voor de benoeming tot een hogere graad was. Dat is, volgens de ontwerp-besluiten, niet het geval met de ambtenaren die wensen te worden benoemd tot een graad van het hoger niveau : omdat zij Rijksambtenaar zijn, vallen zij onder gunstigere bijzondere bepalingen wat de eisen inzake deelneming aan de examens en zelfs wat de rangschikking van de geslaagden betreft.

.../...

In geen geval kan dus "aanwerving" worden genoemd, de benoeming overeenkomstig de regelen van het nieuwe artikel 72, § 1, tweede lid, 2°, van het statuut, van artikel 28 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L.8595/1) en van de artikelen 4, 6 en 10 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (L. 8602/1).

Om de terminologie aan te passen, zonder ze nochtans al te zeer te veranderen, stelt de Raad van State voor, de woorden "bevordering door werving in een niveau boven..." te vervangen door "bevordering door toelating tot het hoger niveau".

Volgens het ontwerp is de "overgang naar een niveau boven dat van de ambtenaar" de derde vorm van bevordering. Deze bevordering bestaat hierin, dat de ambtenaar tot een graad van het hoger niveau wordt benoemd, anders dan ingevolge de batige rangschikking bij een vergelijkend wervingsexamen of de inschrijving in de wervingsreserve. Zij is geregeld in de artikelen 40 en 52 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel. De regeling van de "overgang naar het hoger niveau" verschilt dus sterk van de "toelating tot de hogere categorie" zoals die is geregeld in art. 16, laatste lid, van het statuut van 2 october 1937, impliciet gewijzigd en aangevuld door de artikelen 26 tot 28 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939.

.../...

Voorts ware het verkieslijk § 3 van artikel 72 op te nemen in artikel 75.

Artikel 72 zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

" Artikel 72.

§ 1. De bevordering is de benoeming van een Rijksambtenaar tot een graad van een hogere rang, die bij hetzelfde of bij een hoger niveau is ingedeeld.

Er zijn drie soorten van bevordering :

1° bevordering door verhoging in graad in eenzelfde niveau;

2° bevordering door toelating tot het niveau boven dat van de ambtenaar;

3° bevordering door overgang naar het niveau boven dat van de ambtenaar.

§ 2. De verandering van graad is de benoeming van een Rijksambtenaar tot een graad die gelijkwaardig is met de zijne".

Artikel 74.

Aangezien de verhoging in graad op grond van het principaal moet worden toegekend zodra de ambtenaar aan de gestelde eisen voldoet, moet in artikel 74 in plaats van "kan...bevorderd worden" worden gelezen "wordt.....bevorderd". Artikel 75 dat, wat dit betreft, dezelfde strekking heeft, gebruikt overigens de woorden"wordt bevorderd".

Bovendien kunnen de woorden "van dit besluit" wervallen.

.../...

Artikel 75.

De artikelen 72, § 3, en 75 kunnen worden samengevoegd tot één artikel, als volgt :

" Artikel 75.

De bevordering in een vlakke loopbaan bestaat in opeenvolgende benoemingen van een ambtenaar tot graden van een steeds hogere rang van eenzelfde niveau, die in afwijking van artikel 73 plaats hebben zonder dat er vaste betrekkingen van de te begeven graden vacant zijn.

De voorwaarden voor toekenning van de vlakke loopbaan worden door Ons bepaald."

Artikel 76.

Aan het slot van het eerste lid vervange men de woorden "rechten op bevordering in graad" door de enige passende term "aanspraken op bevordering", die overigens ook in artikel 101 is gebruikt.

Het artikel kan beter als volgt worden gelezen :

" Artikel 76.

Om aan een loopbaanexamen of om als Rijksambtenaar aan een vergelijkend wervingsexamen deel te nemen, of om hetzij een bevordering, hetzij een verandering van graad te verkrijgen, moet de ambtenaar zich bevinden in een administratieve stand waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden.

Bovendien moet de ambtenaar die aan beoordeling onderworpen is, ten minste de vermelding "goed" hebben en mag voor de ambtenaar van niveau 4 geen omstandig verslag zijn opgemaakt dat hem gelijkstelt met de ambtenaren die de vermelding" onvoldoende" of "slecht" hebben gekregen."

.../...

DEEL X. TUCHTREGELING.

Artikel 77.

De thans geldende tekst is altijd zo geïnterpreteerd, dat de ambtenaar gedurende de periodes van disciplinaire schorsing zijn recht op wedde en zijn mogelijkheid tot bevordering verliest. Zoals zij nu zijn gesteld, zouden de nieuwe regelen van het ontwerp inzake de administratieve standen ertoe leiden dat de rechtsgevolgen van de disciplinaire schorsing volledig worden gewijzigd. Bij gemis van een bijzondere bepaling voor dat geval, zou de disciplinair geschorste ambtenaar, luidens artikel 99, in actieve dienst blijven. Krachtens art. 101 zou hij ook zijn recht op wedde behouden en zou hij zijn aanspraken op verandering van graad en op bevordering kunnen doen gelden. De Regering denkt er in geen geval aan zulk een regime voor de disciplinair geschorste ambtenaar aan te nemen. Aldus bevestigen het de gemachtigden van de Minister.

Wil de tekst de bedoeling van de Regering getrouw weergeven, dan moet art. 77 worden aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Tuchtschorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit."

.../...

Die tekst zal tot gevolg hebben dat de toestand van de disciplinair geschorste ambtenaar, wat de wedde betreft, zal geregeld zijn door art. 105, eerste lid. Om echter te voldoen aan het tweede lid van dat artikel, moet de Regering de toestand van die ambtenaar ook regelen wat zijn aanspraken op verandering van graad en op bevordering en zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde betreft. Te dien einde zou de Regering deel XII, titel III, van het statuut kunnen aanvullen met een art. 107bis, als volgt :

"Artikel 107bis.-

Over de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op bevordering tot een hogere wedde niet doen gelden".

Artikel 78.

In de huidige tekst van artikel 78 spreken het eerste en het derde lid elkaar op twee punten tegen, namelijk wat betreft het bepalen van de overheid die bevoegd is en de procedure die moet worden gevolgd om de drie lichtste straffen op te leggen aan ambtenaren van de eerste en van de tweede categorie. Allereerst verklaart het eerste lid de onmiddellijke hiërarchische meerdere bevoegd om die drie straffen uit te spreken, terwijl het derde lid, tweede volzin, diezelfde bevoegdheid aan de Minister verleent. Voorts bepaalt het eerste lid gewoon dat de drie bedoelde straffen "door de onmiddellijke hiërarchische meerdere worden uitgesproken ",terwijl naar de letter van het derde lid, eerste volzin, die drie straffen, evenals trouwens de zwaarste straffen, definitief zouden moeten worden "voor-

.../...

gedragen door de directieraad", aan welke "voordracht" normaal een voorlopig voorstel van de onmiddellijke hiërarchische meerdere voorafgaat.

Die tegenspraak in de huidige tekst van artikel 78 heeft interpretatiemoeilijkheden opgeleverd, waarvan de Raad van State, afdeling administratie, kennis heeft moeten nemen(1).

Het ontwerp herhaalt de huidige tekst van artikel 78, maar past de terminologie aan en wijzigt de vermelding van de straffen bedoeld in de tweede volzin van het derde lid : de vermelding "de sub 1° tot 5° van artikel 77 vermelde straffen" is vervangen door "de sub 4° en 5° van artikel 77 vermelde straffen".

De nieuwe formule van het ontwerp wil de hiervorenbedoelde tegenspraak opheffen en de door de Raad van State gegeven oplossing in een tekst bekrachtigen. Ze heft weliswaar de tegenspraak tussen het eerste lid en de tweede volzin van het derde lid op, maar niet die tussen het eerste lid en de eerste volzin van het derde lid. Ook zij kan dus aanleiding geven tot moeilijkheden. Om de tegenstrijdigheid die nog blijft bestaan, volledig op te heffen, leze men de eerste volzin van het derde lid als volgt : "Voor ambtenaren van de niveaus 1 of 2 worden de onder 4° tot 10° van artikel 77 vermelde tuchtstraffen .....".

.../...

---

(1) Arresten van 12 december 1952, nr 2039; van 4 april 1957, nr 5583 en van 1 maart 1963, nr 9911. "Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State", 1952, blz 1312 ; 1957, blz. 226; en 1963, blz. 215.

Zelfs geamendeerd overeenkomstig dit voorstel, zal de redactie van het in het ontwerp overgenomen artikel 78 van het statuut zeer gebrekkig blijven. Dit artikel zou moeten worden omgewerkt. Het zou aan duidelijkheid winnen, indien het in twee paragrafen werd verdeeld, een voor de lichtste straffen, vermeld onder 1° tot 3° van artikel 77, en een voor de zwaarste straffen. De Raad van State stelt echter geen nieuwe tekst voor, aangezien de Regering erop heeft gewezen dat de tuchtregeling behoort tot die statuutbepalingen welke later zullen worden herzien.

Artikel 79.

Het ontwerp vult art. 79 aan met een tweede lid dat zegt : "geen straf kan gevolg hebben over de periode vóór de uitspraak".

Op grond van de thans geldende regeling, aanvaardt de rechtspraak integendeel dat een tuchtstraf kan terugwerken over de periode waarin de ambtenaar bij een regelmatige beslissing uit de dienst is verwijderd. (1)

.../...

---

(1) Zie onder meer de arresten van de Raad van State van 7 mei 1952, nr 1540, en van 1 maart 1954, nr 3186, "Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State", jaar 1952, blz. 419 en jaar 1954, blz. 252.

De nieuwe bepaling is gekoppeld aan de volledige verandering van de aard van de preventieve schorsing, die bewerkt wordt door het ontwerp-koninklijk besluit "betreffende de schorsing van het Rijkspersoneel in het belang van de administratie". Over de nieuwe regeling zullen dan ook opmerkingen kunnen worden gemaakt bij het onderzoek van dat ontwerp (advies L. 8666).

Artikel 94.

Een verkeerde redactie doet de tekst van het tweede lid, letterlijk genomen, zeggen dat de gemachtigde van de Minister niet alleen kennis kan geven van de beslissing van de Minister, hetgeen normaal is, maar ze ook kan motiveren, hetgeen kennelijk in strijd is met de bedoeling van de stellers van het statuut. De Regering zou van deze hervorming gebruik kunnen maken om het tweede lid van art. 94 als volgt te verbeteren :

"De Minister motiveert elke met het advies van de raad van beroep niet overeenstemmende beslissing. De Minister of zijn gemachtigde notificeert de beslissing aan de raad van beroep".

.../...

DEEL XII. ADMINISTRATIEVE STANDEN.

ALGEMENE OPMERKING OVER DEEL XII.

Dit deel van het statuut bevat grotendeels nieuwe bepalingen. Uit de thans geldende reglementering kan niet steeds worden opgemaakt of de ambtenaar, in een bepaalde stand, recht heeft op bevordering tot een hogere wedde en of hij in aanmerking komt voor verhoging in graad. Door, volgens een globaal systeem, een regeling inzake "administratieve standen" uit te werken, vult het ontwerp dus een leemte aan. De regelen van het ontwerp beperken zich echter tot het aangeven van de algemene beginselen. Zij moeten door andere koninklijke besluiten worden aangevuld.

De regeling van de administratieve standen in het ontwerp gelijkt op die welke voor de ambtenaren van sommige instellingen van openbaar nut is bepaald in de artikelen 43 tot 46 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961. Het ontwerp behoudt echter de stand disponibiliteit, welke genoemd besluit niet kent.

OPMERKINGEN OVER BEPAALDE ARTIKELEN.

Artikel 98.

Luidens dit artikel zijn er slechts drie administratieve standen : dienstactiviteit, non-activiteit en disponibiliteit.

.../...

Evenmin echter als het koninklijk besluit van 16 februari 1953 (1), heft het ontwerp artikel 9 van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel op. Dat artikel bepaalt :

"Artikel 9. Buiten kader is hij die niet een ambt bekleedt dat voorzien is in het kader van het bestuur waartoe hij organiek behoort.

Zijn rechten worden geregeld door het besluit dat hem in bewuste toestand plaatst".

Wil de Regering in de toekomst nieuwe toepassingen van dat artikel uitsluiten, dan zou zij het moeten opheffen.

Wil zij echter dat die bepaling nog nieuwe toepassingen kan vinden, dan is het geraden ze in te voegen in het administratief statuut van het Rijkspersoneel, in plaats van een alleenstaand artikel te laten bestaan uit de bezoldigingsregeling van 20 juni 1946 die, op dat artikel na, sedert jaren in haar geheel is opgeheven.

.../...

---

(1) Koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, artikel 51, 2°.

Bovendien zou het nodig zijn de bepaling aan te passen aan de nieuwe reglementering inzake de administratieve standen. Artikel 98 van het ontwerp impliceert immers dat de ambtenaar "buiten kader" zich niet zal bevinden in een bijzondere administratieve stand met die benaming, maar zal moeten worden ondergebracht in een van de drie in dat artikel bepaalde administratieve standen. De bepaling die thans in artikel 9, tweede lid, van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 staat, zal dus zo moeten worden gewijzigd, dat aan de bevoegde overheden wordt opgelegd in de besluiten die een ambtenaar buiten kader plaatsen, te vermelden of de betrokkene in actieve dienst, op non-activiteit of in disponibiliteit is.

De ontwerp-teksten zouden alleszins moeten worden aangevuld met een overgangsbepaling die het geval regelt van de ambtenaren die, vóór de datum waarop de nieuwe regeling van kracht wordt, op grond van artikel 9 van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 buiten kader zijn geplaatst.

.../...

Artikel 100.

Luidens dit artikel moeten de regelen tot vaststelling van de administratieve standen van de stagiairs het onderwerp worden van latere bepalingen. Deze zijn noodzakelijk onder meer opdat artikel 27 quater van het ontwerp kan worden toegepast.

De gemachtigde van de Minister heeft toegegeven dat het nuttig zou zijn sommige regelen van het ontwerp dadelijk op de stagiairs toepasselijk te verklaren opdat, nog vóór de inwerkingtreding van de in artikel 100 aangekondigde besluiten, kan worden uitgemaakt welke de administratieve stand van de stagiairs is. Hij heeft voorgesteld de artikelen 99 en 101, eerste lid, op de stagiairs toepasselijk te verklaren. Artikel 100 zou dus als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 100.-

De artikelen 99 en 101, eerste lid, zijn van toepassing op de stagiairs.

De overige regelen van dit deel zullen op de stagiairs toepassing vinden in de mate door Ons bepaald."

.../...

Artikel 101.

Uit artikel 76 volgt dat de ambtenaar geen verandering van graad kan verkrijgen als hij zich niet bevindt in een administratieve stand waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden. Om de gevolgen van een bepaalde administratieve stand aan te geven, kan dus worden volstaan met te zeggen of de in die stand geplaatste ambtenaar zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden, en is het niet nodig melding te maken van de aanspraken op verandering van graad.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 105, tweede lid.

Artikel 102.

Men vermijde termen als ". . heeft de Rijksambtenaar .... recht op verlof", die in dit artikel staan ; in sommige gevallen immers kan de overheid het door de ambtenaar gevraagde verlof weigeren.

Voorgesteld wordt, de tekst te lezen als volgt :

"Onder door Ons bepaalde voorwaarden krijgt de Rijksambtenaar in actieve dienst verlof : ".

.../...

Artikel 104.

Het ontwerp beperkt er zich toe de maatregel van de"schorsing in het belang van de administratie" in beginsel in te voeren. Die maatregel wordt uitgewerkt in een afzonderlijk ontwerp-koninklijk besluit dat op 24 december 1963 voor advies aan de Raad van State is voorgelegd (L.8666).Naar aanleiding van het onderzoek van dat ontwerp zullen over de nieuw ontworpen regeling opmerkingen kunnen worden gemaakt.

Artikel 108.

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de disponibiliteit van het Rijkspersoneel voorziet in twee gevallen van disponibiliteit die niet vermeld zijn in artikel 108. Dit artikel zou als volgt moeten worden aangevuld :

" 5° wanneer hij de grensleeftijd heeft bereikt en niet het voor het verkrijgen van een persioen vereiste aantal jaren dienst telt ;

6° voor het uitoefenen van een openbaar ambt in Congo, in Rwanda of in Burundi".

.../...

Artikel 110.

Gaat de Regering in op hetgeen in verband met artikel 108 in overweging is gegeven, dan zou het eerste lid van artikel 110 moeten worden aangevuld met de vermelding "5°".

Waar het tweede lid van artikel 110 van het ontwerp zegt dat de sommen die aan ter beschikking gestelde Rijksambtenaren worden toegekend, dezelfde schommelingen ondergaan als de bezoldiging van ambtenaren in actieve dienst, herhaalt het de laatste volzin van artikel 105, tweede lid, van de huidige tekst van het statuut van het Rijkspersoneel. Naar de gemachtigde van de Minister verklaart, beoogt de term "schommelingen" alleen de aanpassing van het wachtgeld en van de vergoedingen aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen en zal de kwestie van de aanpassing van het wachtgeld en van de vergoedingen bij algemene verhoging van de wedden, worden geregeld in het koninklijk besluit betreffende de disponibiliteit.

Om de bedoeling van de Regering beter weer te geven, wordt voorgesteld, het tweede lid als volgt te lezen :

"Het wachtgeld en de vergoedingen die eventueel worden toegekend aan ambtenaren in disponibiliteit, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van ambtenaren in actieve dienst."

.../...

DEEL XIII. DEFINITIEVE AMBTSNEERLEGGING.

Dit deel van het ontwerp herhaalt, met enige vormwijzigingen en aanpassingen aan de nieuwe statuutregeling, de artikelen 107, 107bis en 108 van de huidige tekst van het statuut van het Rijkspersoneel.

Artikel 112.

In het eerste lid, 3°, voege men het woord "een" in tussen de woorden "na" en "geoorloofde afwezigheid".

Men vermijde woordelijke herhaling van artikel 107, eerste lid, 10°, van de huidige tekst van het statuut van het Rijkspersoneel, die gebrekkig is geredigeerd. Die tekst bepaalt immers dat "ambtshalve en zonder opzeggingstermijn uit hun ambt worden ontslagen : ... zij die ambtshalve ontslagen of disciplinair ontzet worden".

Derhalve wordt voorgesteld de tekst onder 10° van het eerste lid van artikel 112 van het ontwerp te schrappen en het eerste lid van artikel 114 van het ontwerp aan te vullen met een bepaling, als volgt :

"4° ontslag van ambtswege en afzetting om tuchtredenen".

In verband met de tekst onder 8°, die zo overgenomen is uit artikel 107 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, merkt de Raad van State op dat, als toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten "ambtsneerlegging ten gevolge heeft", er geen

.../...

plaats meer is voor enige beoordelingsbevoegdheid van de Koning.

In het tweede lid van artikel 112 kunnen de woorden "kandidaat-Rijksambtenaren" vervallen.

Artikel 113.

In het vijfde lid kunnen de woorden "kandidaat-Rijksambtenaren" vervallen.

Artikel 114.

Het ontwerp neemt de huidige tekst van artikel 108 van het statuut van het Rijkspersoneel over en neemt als maatstaf, voor de vaststelling van de beroepsongeschiktheid, de toekenning van de beoordeling "slecht". De toepassing van deze bepaling zal moeilijkheden opleveren voor de ambtenaren van niveau 4, die niet aan beoordeling onderworpen zijn. Als men uitgaat van de thans geldende teksten is het mogelijk met ambtenaren die de beoordeling "slecht" hebben, gelijk te stellen ambtenaren van de vierde categorie voor wie het omstandig verslag is opgemaakt als bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel. De nieuwe tekst van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 die thans aan de Raad van State is voorgelegd, neemt die bepaling niet meer over. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, wil de Regering de regelen betreffende de gelijkstelling van de middelmatige ambtenaren van niveau 4 met de ambtenaren van de andere niveaus die de beoordeling "slecht" hebben gekregen, in de bezoldigingsregeling invoegen. Maar in afwachting dat die nieuwe bezoldigingsregeling van kracht wordt, zullen moeilijkheden ontstaan

.../...

voor de toepassing van artikel 114, eerste lid, 2°, en van artikel 76, tweede lid, van het ontwerp op de ambtenaren van niveau 4.

Uit het tweede lid van dat artikel volgt immers dat voor een ambtenaar van niveau 4 een omstandig verslag kan worden opgemaakt, dat hem gelijkstelt met de Rijksambtenaren die als "onvoldoende" of "slecht" zijn beoordeeld. De thans aan de Raad van State voorgelegde teksten bevatten echter geen nadere regelen voor het opmaken van dat verslag.

Bovendien staat het niet dat de regelen betreffende de beoordeling van de diensten van Rijksambtenaren van niveau 4 alleen in de bezoldigingsregeling worden opgenomen.

\+

\+ +

Met inachtneming van de wenk die gegeven is bij artikel 112,namelijk artikel 114 aan te vullen, zou het tweede lid van artikel 114 als volgt moeten worden gelezen:

"De bepalingen onder 1° en 4° van dit artikel gelden mede voor stagiairs".

De zoëven voorgestelde tekst houdt rekening met de in het tweede lid van artikel 112 van het ontwerp uitgedrukte bedoeling om de tuchtstraffen ontslag van ambtswege en afzetting toepasselijk te verklaren op stagiairs. Men kan zich echter afvragen of die bepaling verantwoord is, want artikel 27bis van het ontwerp voorziet in de afdanking van de stagiairs die zich schuldig maken aan tuchtvergrijpen, hetgeen het vaststellen van een tuchtregeling met als straffen het ontslag van ambtswege en de afzetting overbodig lijkt te maken. Aanvaardt de Regering deze laatste opmerking, dan zou de verwijzing naar 4° in de zoëven voorgestelde tekst moeten vervallen.

.../...

DEEL XIV. OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 115.

Om iedere verwarring te voorkomen, vervange men de woorden "voor het in werking treden van dit besluit" door "vóór 8 januari 1938".

B I J L A G E I.

Niveau 1.

Het ontwerp herhaalt woordelijk de tabel die is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 6 februari 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 1956, dat de onder d vermelde diploma's en getuigschriften eraan toegevoegd heeft. Anderzijds is rekening gehouden met het advies van de Raad van State van 26 oktober 1962 (A. 11.567/VI-6-337) daar waar het ontwerp aan het slot onder b toevoegt : "ook wanneer een gedeelte van deze studiën niet in een van voormelde onderwijsinrichtingen werd volbracht".(1)

Volgens b komen in aanmerking de wetenschappelijke diploma's van de academische graden, afgegeven door de universiteiten of door "de bij de wet of bij een koninklijk besluit met universiteiten gelijkgestelde inrichtingen".

.../...

(1) Belgisch Staatsblad van 27 maart 1963, blz. 3259.

De wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, geven in artikel 37 een opsomming van de inrichtingen voor hoger onderwijs die met universiteiten zijn gelijkgesteld.

Geen wet machtigt de Koning, tot zulk een gelijkstelling te besluiten; onder letter b moeten derhalve de woorden "of bij een koninklijk besluit" vervallen.

De verwijzing onder c naar de wet van 11 september 1933 zou moeten vervallen opdat het statuut niet hoeft te worden gewijzigd de dag dat die wet wijzigingen mocht ondergaan.

Niveau 2.

Het is overbodig onder a te bepalen dat de getuigschriften moeten zijn afgegeven krachtens de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden of volgens de verordeningsbepalingen; het is trouwens niet juist te zeggen dat een getuigschrift krachtens een wet wordt afgegeven.

De bepaling onder a zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"a) gehomologeerd of erkend eindgetuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad".

+

.../...

Bij de woorden "voorbereidende proeven voorgeschreven ... in de andere verordeningsbepalingen", onder b, is dezelfde opmerking te maken als bij b van niveau 1.

De bepaling kan als volgt worden gelezen :

"b) getuigschrift afgegeven na een van de voorbereidende proeven, voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens".

+

De tekst onder c kan als volgt worden gelezen :

"c) diploma van onderwijzer, lagere-schoolonderwijzeres of geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs".

+

De onder e en f vermelde diploma's van architect en van technisch ingenieur, zijn twee einddiploma's van een hogere technische school, waarvan sprake is onder g.

De vermelding ervan kan dus vervallen.

+

.../...

Onder g leze men :

"g) gesubsidieerd of erkend door de Staat, of afgegeven door een van Regeringswege samengestelde examencommissie".

+

Het is onnodig onder h te zeggen dat het aldaar bedoelde diploma wordt afgegeven "overeenkomstig de verordeningsbepalingen". Die woorden moeten vervallen.

+

Onder i lijkt het diploma van kandidaat in de handelswetenschappen, afgegeven door de centrale examencommissie, te zijn vergeten.

De tekst onder i kan beter als volgt worden gelezen :

"i) kandidaatsdiploma of -getuigschrift afgegeven na een cyclus van ten minste twee jaar studie, ofwel door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de met de universiteiten gelijkgestelde inrichtingen, het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden, de door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende hogere handelsinstituten, ofwel door een van Regeringswege samengestelde examencommissie".

.../...

Niveau 3.

Onder a leze men : "in een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting voor middelbaar onderwijs of technische school".

Onder b vervange men de woorden : "diploma van bewaarnormaalonderwijs" door "diploma van bewaarschoolonderwijzeres".

OVERGANGSMAATREGELEN.

Niveau 2.

Onder a zijn de diploma's of getuigschriften afgegeven door van Regeringswege samengestelde examencommissies vergeten; dat is onder meer het geval met de diploma's van licentiaat in de handelswetenschappen (A6/A1), architect (A7/A1) en technische ingenieur (A1).

Die tekst zou derhalve als volgt moeten worden aangevuld :

"a) ... of einddiploma of -getuigschrift van dezelfde graad, afgegeven door een van Regeringswege samengestelde examencommissie".

\+ +

NEDERLANDSE TEKST.

Verdere opmerkingen die alleen de Nederlandse versie betreffen, zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT VAN 2 OKTOBER 1937 HOUDENDE HET STATUUT VAN HET RIJKSPERSONEEL.

...

EERSTE DEEL. - RIJKSAMBTENAREN.

Artikel 1.-

Rijksambtenaar is hij die, in vast verband, zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent.

Artikel 2.-

De bepalingen van dit besluit vinden echter geen toepassing op provinciegouverneurs, op arrondissementscommissarissen, op het wetenschappelijk, het administratief, het gespecialiseerd en het meesters-, vak- en dienstpersoneel van Rijksuniversiteiten, op het wetenschappelijk personeel van andere hoger-onderwijsinrichtingen en van wetenschappelijke inrichtingen, op het onderwijzend personeel van inrichtingen voor artistiek, technisch of koloniaal onderwijs, op ambtenaren die voor de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie hebben te waken, en op het uitvoerend personeel, waaronder ook het meesters-, vak- en dienstpersoneel dat hun terzijde staat, op niet tot de administratie behorende personen die aan kabinetten van Ministers verbonden zijn.

Artikelen 3 en 4 (zie tekst hierboven voorgesteld).

Artikel 5.-

Rijksambtenaren van niveau 1 worden door Ons benoemd.

.../...

Rijksambtenaren van niveau 2 worden benoemd door de Minister wie Wij daartoe bevoegdheid hebben toegekend.

Rijksambtenaren van de niveaus 3 of 4 ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Artikel 6.-

Organieke reglementen stellen de bijzondere bepalingen vast om in ieder Ministerie te ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

DEEL II. - PLICHTEN.

Artikel 7.-

Rijksambtenaren moeten in alles de belangen van de Staat behartigen. Zij zijn gehouden persoonlijk en nauwgezet de dienstverplichtingen na te komen, hun opgelegd bij de besluiten of reglementen die van kracht zijn in het bestuur waartoe zij behoren.

Zij voeren stipt de dienstorders uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Zonder voorafgaande toestemming mogen zij de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Artikel 8.-

Zij zijn gehouden ... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

Zij moeten, zowel in dienst als in hun particulier leven, alles vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden dan wel afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

Artikel 9.-

Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

Het is hun verboden feiten bekend te maken die zij zouden kennen ter oorzake van hun ambt, en die van nature geheim zijn of krachtens voorschriften van hiërarchische meerderen geheim te houden zijn. Dit verbod geldt mede voor Rijksambtenaren die hun ambt hebben neergelegd.

Artikel 10.-

Het is hun verboden, zelfs buiten hun ambt doch ter oorzake ervan, rechtstreeks of bij tussenpersoon, giften, beloningen of enig voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

.../...

Artikel 11.-

Geen aanbeveling omtrent bij dit statuut geregelde zaken mag door Rijksambtenaren in overweging genomen worden, noch in administratieve dossiers voorkomen.

Artikel 12.-

De Rijksambtenaren staan tegenover hun hiërarchische meerderen in voor de behoorlijke werking van de diensten waarvan de leiding hun is opgedragen. Deswege moeten zij misbruiken, nalatigheden of overtredingen van wetten of reglementen, welke zij bij het uitoefenen van hun ambt mochten vaststellen, bestraffen of doen bestraffen.

De meerdere staat in voor de bevelen die hij geeft.

Artikel 13.-

Iedere overtreding van de vorige artikelen wordt, ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 14.-

Het bepaalde in de artikelen 7 tot 12 geldt mede voor stagedoende kandidaat-Rijksambtenaren.

.../...

DEEL III. - WERVING.

TITEL I. WERVINGSEXAMENS.

HOOFDSTUK I. ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 15.-

Niemand kan tot Rijksambtenaar benoemd worden, indien hij niet aan de toelatingseisen voldoet en niet slaagt voor de toelatingsexamens die in de navolgende artikelen zijn voorgeschreven.

De toelatingseisen worden door Ons bepaald.

Artikel 16.-

§ 1. Als buitenstaanders mogen aan de vergelijkende wervingsexamens alleen deelnemen de gegadigden die voldoen aan de volgende eisen :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° niet de leeftijdsgrens hebben bereikt, welke bepaald is op 35 jaar voor kandidaten voor een graad van niveau 1, op 30 jaar voor kandidaten voor een graad van de overige niveaus. Nochtans kunnen organieke reglementen die leeftijdsgrens op 35 jaar brengen wanneer de technische eisen van het ambt dit nodig maken;

6° houder zijn van een regelmatig uitgereikt diploma of getuigschrift in verhouding tot het niveau van de te begeven graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel (zie voorts de hierboven gemaakte opmerking).

.../...

§ 2. Indien het programma van het vergelijkend examen niet anders beschikt, worden de diploma's en getuigschriften die toegang verlenen tot de graden van een bepaald niveau, in aanmerking genomen voor de toelating tot graden van lagere niveaus.

§ 3. Ieder Rijksambtenaar kan, indien hij aan de gestelde voorwaarden voldoet, als buitenstaander aan elk vergelijkend wervingsexamen deelnemen.

§ 4. (onder voorbehoud van de gemaakte opmerking) De Rijksambtenaar die ten minste voldoet aan de voorwaarden om in zijn niveau te mogen deelnemen aan een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid **kan als buitenstaander** aan elk vergelijkend examen voor werving in een graad van het onmiddellijk hoger niveau dan het zijne deelnemen en kan zonder verdere voorwaarden in die graad worden benoemd, indien hij om het examen te mogen afleggen, geen diploma of studiegetuigschrift moet overleggen waaruit een bevoegdheid blijkt in rechtstreeks verband met de speciale geschiktheid die voor de uitoefening van het ambt volstrekt noodzakelijk is.

Artikel 16bis.-

In afwijking ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Dezelfde vrijstelling wordt verleend aan de volgende gegadigden voor zover zij ten minste zes maanden dienst tellen :

1° zij die niet onder dit besluit vallen, maar als vastbenoemd ambtenaar ... (voorts als in het ontwerp) ...

.../...

Artikel 17.-

Tot Rijksambtenaar kunnen alleen benoemd worden gegadigden die :

1° voldoen aan de door Ons voor de te begeven ambten gestelde voorwaarden ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 18.-

Het staat Ons vrij personen die een hoge administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke waarde bezitten geheel of gedeeltelijk van de in dit deel gestelde voorwaarden te ontslaan.

Geen benoeming zal met toepassing van deze regel geschieden, zonder dat :

a) de bevoegde Minister het advies van de vaste wervingssecretaris heeft ingewonnen over de noodzaak dit artikel toe te passen;

b) in het Belgisch Staatsblad het voornemen van de bevoegde Minister om de procedure van dit artikel te volgen,is bekendgemaakt. Dit bericht vermeldt dat het evengenoemd advies van de vaste wervingssecretaris is gevraagd en verzoekt de gegadigden zich binnen vijftien dagen bij de vaste wervingssecretaris kandidaat te stellen;

c) de directieraad van het Ministerie waar de benoeming zal plaatshebben, heeft geadviseerd over degene die vooraf door de Minister uit de opgekomen gegadigden is aangewezen om voor de afwijking in aanmerking te komen;

d) de Ministerraad heeft beraadslaagd.

.../...

Dit artikel kan niet worden toegepast voor werving in een graad van een rang beneden rang 14.

Het benoemingsbesluit stelt vast dat deze procedure is gevolgd en wordt in extenso in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Het noemt de artikelen van dit deel III waarvan het afwijkt en vermeldt uitdrukkelijk elk der onderstaande punten :

a) de vacature van de betrekking in de vaste kaders van het bestuur;

b) de dwingende noodzaak zonder verder verwijl te voorzien in deze vacature;

c) ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...;

d) de hoge administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke waarde van degene voor wie afgeweken wordt.

Artikel 19 (zie tekst hierboven voorgesteld).

HOOFDSTUK II. VERGELIJKENDE WERVINGSEXAMENS.

Afdeling I. Algemene bepalingen.

Artikel 20 (zie tekst hierboven voorgesteld).

Artikel 21 (zie opmerking hierboven).

Artikel 21bis (zie tekst hierboven voorgesteld).

.../...

Afdeling II. Vergelijkend wervingsexamen ten behoeve van gegadigden voor niveau 1.

Artikel 22 (zie opmerkingen hierboven).

Afdeling III. Vergelijkend wervingsexamen ten behoeve van gegadigden voor de niveaus 2, 3 of 4.

Artikel 23.-

De vergelijkende examens hebben plaats als de behoeften van de diensten het vereisen en voor een bepaald aantal betrekkingen ... (zie voorts opmerking hierboven) ...

Artikel 24.-

Na het vergelijkend examen kan ieder deelnemer kennis nemen van zijn uitslag.

Artikel 25.-

De behaalde uitslag wordt in bijzonderheden in het beoordelingsdossier opgenomen als de gegadigde tot Rijksambtenaar wordt benoemd.

Artikel 26 (onder voorbehoud van de gemaakte opmerking).

De gegadigden die als buitenstaander aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen, worden tot de stage toegelaten door de overheid die krachtens artikel 5 van dit besluit tot benoemen bevoegd is. Het toelatingsbesluit vermeldt de datum van het afgelegde examen en de behaalde plaats.

.../...

HOOFDSTUK III.- STAGE EN AANSTELLING TOT RIJKSAMBTENAAR.

Afdeling I.- Algemene bepalingen.

Artikel 27.-

Stagiairs zijn geen Rijksambtenaar in de zin van dit besluit.

De bepalingen van dit besluit en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben, gelden voor hen slechts in zover zij uitdrukkelijk op hen toepasselijk zijn verklaard.

Artikel 27bis.-

Voor elke fout ... (zoals in het ontwerp) ...

Voor stagiairs van niveau 1 ... (voorts als in het ontwerp) ...

Voor stagiairs van de overige niveaus ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 27ter.-

Totdat zij tot Rijksambtenaar worden benoemd, komen de stagiairs in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van Rijksambtenaren bepaald is inzake :

1° tegemoetkoming in de kosten voor consult bij hoger beroep tegen sommige beslissingen van de administratieve gezondheidsdienst ;

2° allerhande uitkeringen en vergoedingen, in zover het daartoe grond opleverende feit bestaanbaar is met een ononderbroken stage ;

.../...

3° de bezoldigingsregeling. Voor de toepassing van deze regeling worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij het examen afgelegd hebben.

Zij komen in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van tijdelijk Rijkspersoneel is bepaald inzake schadeloosstelling bij arbeidsongevallen of ongevallen op de weg naar en van het werk.

De bepalingen van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders gelden mede voor stagiairs, overeenkomstig artikel 1, § 1, 1°, tweede lid, van de wet van 20 mei 1949 en binnen de grenzen welke die wet stelt.

De overeenkomstig dit besluit als stagiair in dienst genomen Rijksambtenaren komen niet in aanmerking voor het tweede en het derde lid; gedurende hun stage blijven zij onderworpen aan de bepalingen die voor Rijksambtenaren de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid regelen.

Artikel 27quater.-

... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Afdeling II.- Stage van de gegadigden voor niveau 1 en aanstelling tot Rijksambtenaar.

Stage.

Artikel 28.-

Zij die als buitenstaander aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen en daarin batig zijn gerangschikt, worden door de vaste wervingssecretaris tot de stage toegelaten.

.../...

Deze stage, die een jaar duurt, begint bij voorkeur in januari van het jaar, volgend op dat waarin het vergelijkend toegangsexamen plaatsgehad heeft.

Zij die als Rijksambtenaar aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen, worden van de stage vrijgesteld.

Artikel 28bis.-

De algemene beginselen inzake stage, alsook de tijdens de stage te onderwijzen vakken en te volgen methodes worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Artikel 28ter.-

De stage staat onder de leiding van een algemene stagemeester. Deze ressorteert onder de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Zijn rechtstoestand wordt door Ons bepaald op de voordracht van die Minister.

Artikel 28quater.-

Volgens de algemene richtlijnen van de Minister bepaalt de algemene stagemeester het programma en de methodes voor de opleiding en houdt hij toezicht op de toepassing ervan.

Artikel 28quinquies.-

De stagiairs ressorteren uitsluitend onder de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

.../...

Aanstelling tot Rijksambtenaar.

Artikel 29.-

Bij het einde ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Artikel 30.-

Het geval van de stagiair ... (voorts als in het ontwerp) ...

Als conclusie ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Artikel 31.- ... (als in het ontwerp) ...

Artikel 32.- ... (als in het ontwerp) ...

Wordt hij ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Stagecommissie.

Artikel 33.-

§ 1. ... (zie ontwerp) ...

§ 2. De commissie staat de algemene stagemeester bij om het programma en de methodes voor de opleiding te bepalen ; zij houdt ook toezicht op de toepassing ervan.

.../...

Afdeling III. - Stage van gegadigden voor de niveaus 2, 3 of 4 en aanstelling tot Rijksambtenaar.

Stage.

Artikel 34.-

Zij die als buitenstaanders geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen, moeten, zodra zij in dienst treden, een stage doormaken van zes maanden als zij in een graad van niveau 2, en van drie maanden als zij in een graad van de niveaus 3 of 4 worden benoemd.

Deze stage kan evenwel met een derde van haar normale duur worden verlengd, wanneer uitzonderingsomstandigheden dit wettigen. De benoemende overheid besluit tot die verlenging op een definitief en met redenen omkleed voorstel van de departementale stagecommissie, voorafgegaan door een voorlopig voorstel van de dienstchef die de betrokken stagiair onder zijn gezag heeft.

Zij die als Rijksambtenaar geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen, worden van de stage vrijgesteld.

Artikel 35.-

§ 1. De benoemende overheid kan, op advies van de administratieve gezondheidsdienst, de stage verlengen voor ieder gegadigde die door deze dienst bevonden wordt te lijden aan een geneeslijke ziekte of aanleg te hebben voor een ziekte die vroegtijdige ongeschiktheid tot het uitoefenen van het ambt ten gevolge kan hebben. Die verlenging kan echter alleen worden toegestaan wanneer de administratieve gezondheidsdienst oordeelt, dat binnen ten hoogste vijf jaar een algehele en definitieve genezing kan intreden.

.../...

§§ 2 en 3. ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 36.-

Om de maand maakt de dienstchef een rapport op over het gedrag van iedere stagiair die onder zijn gezag staat. Dit rapport moet aan de betrokken stagiair worden medegedeeld en in zijn persoonlijk dossier worden opgenomen.

Wanneer de bevoegde dienstchef vaststelt dat de stagiair niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan de vereisten van de dienst, doet hij bij een met redenen omkleed advies en als besluit van het desbetreffend rapport, aan de benoemende overheid het voorstel dat de departementale stagecommissie een aanvullend onderzoek verricht.

De stagiair ten laste van wie een dergelijk onderzoek wordt voorgesteld, wordt op zijn verzoek door de departementale stagecommissie gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

De commissie beraadslaagt over alle reeds opgemaakte stagerapporten.

Zij besluit met een gemotiveerd eindvoorstel tot verlenging van de stage of tot afdanking, dat aan de benoemende overheid wordt gericht.

.../...

Aanstelling tot Rijksambtenaar.

Artikel 37.-

Op het einde van de stage maakt de bevoegde dienstchef voor iedere stagiair die onder zijn gezag staat een eindrapport over de stage op, dat hij aan de benoemende overheid zendt. Dit rapport besluit met een gemotiveerd voorstel om de stagiair tot Rijksambtenaar aan te stellen of om de departementale stagecommissie een aanvullend onderzoek te laten verrichten.

Het rapport moet aan de betrokken stagiair worden medegedeeld en in zijn persoonlijk dossier worden opgenomen.

Artikel 38.-

De stagiair ten laste van wie een aanvullend onderzoek wordt voorgesteld, wordt op zijn verzoek door de departementale stagecommissie gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

De commissie beraadslaagt over alle reeds opgemaakte stagerapporten.

Zij besluit met een gemotiveerd eindvoorstel aan de benoemende overheid, om de stagiair tot Rijksambtenaar aan te stellen of af te danken.

Artikel 39.-

De stagiair wordt tot Rijksambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, indien hij hetzij door de bevoegde dienstchef, hetzij door de departementale stagecommissie geschikt wordt bevonden.

.../...

Het benoemingsbesluit ... (zoals in het ontwerp)...

Voor de berekening ... (zoals in het ontwerp) ...

Wordt hij ... (zie tekst hierboven voorgesteld)...

Departementale stagecommissie en stage-rapporten.

Artikel 40.- ... (zie ontwerp) ...

HOOFDSTUK II.- VAST WERVINGSSECRETARIAAT.

Artikel 41.- ... (zie opmerking hierboven) ...

Artikel 42.- ... (zie ontwerp) ...

Artikel 43.- ... (zie ontwerp, behoudens hierboven gemaakte opmerking) ...

Artikel 44.- ... (zie ontwerp) ...

DEEL IV.- INDIENSTTREDING ALS RIJKS-AMBTENAAR.

Artikel 45.-

De stagiairs die aan dit besluit zijn onderworpen, leggen de eed af wanneer zij tot Rijksambtenaar worden benoemd. Zij worden geacht als Rijksambtenaar in dienst te zijn getreden zodra zij de eed hebben afgelegd.

.../...

Artikel 46.-

De in het vorig artikel bedoelde eed wordt afgelegd in de termen, bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Artikel 47.-

Tenzij bestaande wetten anders bepalen, leggen ambtenaren van de niveaus 2, 3 of 4 de eed af in handen van de door de Minister daartoe aangewezen ambtenaar. Ambtenaren van niveau 1 leggen de eed af in handen van de Minister.

Artikel 48.- ... (zoals in het ontwerp) ...

DEEL V.- ONVERENIGBAARHEDEN.

Artikel 49.-

Met de hoedanigheid van Rijksambtenaar is onverenigbaar elke bezigheid die, hetzij door de ambtenaar zelf, hetzij door zijn echtgenoot, hetzij door een tussenpersoon verricht wordt, en die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is.

Artikel 50.-

Met de hoedanigheid van Rijksambtenaar wordt bovendien onverenigbaar geacht elke, zelfs onbezoldigde opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerken.

Deze bepaling vindt echter geen toepassing op voogdij en op curatele over onbekwamen, evenmin als op opdrachten die namens het bestuur in private ondernemingen uitgeoefend worden.

.../...

Artikelen 51 en 52.- ... (zoals in het ontwerp) ...

DEEL VI. - DIRECTIERAAD.

Artikel 53.- ... (zie ook opmerking hierboven) ...

In ieder Ministerie is er een directieraad waarin de opperambtenaren verplicht zitting hebben.

De Minister kan deze een of meer dienstchefs toevoegen, wier mandaat twee jaar duurt en vernieuwbaar is.

Artikel 54.-

Behalve de bevoegdheid die dit statuut hem met name toekent, heeft de directieraad het hoog toezicht over de beoordeling.

Onder door Ons te stellen voorwaarden heeft hij eveneens het hoog toezicht over de afwikkeling van de loopbaan van de Rijksambtenaren.

Hij wordt voorgezeten door de secretaris-generaal of, bij diens ontstentenis, door een door hem aan te wijzen lid van de directieraad.

Artikel 55.-

De Minister kan in ieder bestuur een college van dienstchefs of van ambtenaren oprichten. Dit college staat de directieraad bij en geeft hem advies.

.../...

DEEL VII.- BEOORDELING.

Artikel 56.-

De beoordeling is verplicht voor ieder Rijksambtenaar van de rangen 12, 11 of 10 of van de niveaus 2 of 3.

Zij heeft ten doel het bestuur voor te lichten over de waarde, de geschiktheid, de prestatie en de verdiensten van de ambtenaar.

Artikel 57.- ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 58.-

Het beoordelingsdossier bevat ieder feitenrelaas en alle nauwkeurige bevindingen, die als beoordelingsgrond kunnen dienen.

Relaas en bevindingen mogen echter alleen de ambtsuitoefening of het particulier leven in verband met het ambt betreffen. Zij moeten door de belanghebbenden geviseerd worden.

Artikel 59.-

De bevoegde hiërarchische meerdere stelt in een beoordelingsstaat de beoordeling voor, die hij meent aan ieder ambtenaar te moeten toekennen.

Om de gegevens van deze beoordelingsstaat uit te drukken, stelt hij een van de volgende vermeldingen voor : "zeer goed", "goed", "onvoldoende" of "slecht".

.../...

Artikel 60.- ...(zoals in het ontwerp) ...

Artikel 61.-

Aan ambtenaren van niveau 3 wordt de vermelding door de secretaris-generaal of door de directeur-generaal die de Minister daartoe aanwijst, aan ambtenaren van de niveaus 1 of 2 door de directieraad toegekend.

Artikel 62.-

Voorstellen tot het toekennen van de vermelding moeten de belanghebbende ter visering worden voorgelegd; hem wordt kennis gegeven van elke beslissing die met de voorstellen niet mocht overeenstemmen.

DEEL VIII.- ANCIENNITEIT EN RANGSCHIKKING.

Artikel 63.- ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Artikel 64.-

§ 1. Voor het berekenen van de graad- en de niveau-anciënniteit komen alleen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar als Rijksambtenaar heeft verricht zonder vrijwillige onderbreking en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Voor de berekening ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

§ 2. ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

.../...

Artikelen 65 en 66.- ... (zie tekst hierboven voorgesteld)...

Artikel 67.-

§ 1. ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

§§ 2 en 3. ...(als in het ontwerp) ...

Artikel 68.-

De graad-, de niveau- en de dienstanciënniteit zijn gelijk aan de som van de volle kalendermaanden tijdens welke voor het berekenen ervan in aanmerking komende diensten zijn verricht.

Artikel 69.-

§ 1. ... (zie opmerkingen hierboven) ...

§ 2. ... (als in het ontwerp) ...

Artikel 70.- ... (zoals in het ontwerp,behoudens tekst hierboven voorgesteld)...

Artikel 71.-

§ 1. Het organiek reglement van ieder Ministerie bepaalt in welke verhouding, voor de berekening van de graad-, de niveau- en de dienstanciënniteit in aanmerking kunnen komen :

1° de diensten in de Ministeries verricht in een ambt met onvolledige prestaties ;

.../...

2° de diensten verricht in andere openbare diensten dan de Ministeries, waarvan het personeel onder de regeling staat van een statuut dat door Ons als gelijkaardig aan het statuut van het Rijkspersoneel is erkend ;

3° de diensten in enigerlei hoedanigheid verricht, wanneer dit een van de eisen voor de werving van de ambtenaar was.

§ 2. Het organiek reglement van ieder Ministerie bepaalt in welke hoedanigheid en onder welke voorwaarden de diensten verricht als titularis van een graad die in verschillende rangen en niveaus was ingedeeld, geacht kunnen worden in aanmerking te komen voor de berekening van de graad- en de niveauanciënniteit.

§ 3. Het geval van de Rijksambtenaar die (in deze hoedanigheid) titularis van een afgeschafte graad is, of geweest is, wordt geregeld door de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

DEEL IX.- LOOPBAAN VAN DE RIJKSAMBTENAREN.

Artikel 72.- ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

.../...

Artikel 73.-

De bevordering en de verandering van graad zijn alleen mogelijk ingeval een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is.

Zij worden verleend volgens door Ons bepaalde regelen.

Artikel 74.-

In afwijking van artikel 73 wordt de Rijksambtenaar bevorderd door verhoging in graad, op grond van het principalaat, ook wanneer geen vaste betrekking van de graad die hij verkrijgt, vacant is.

De voorwaarden tot het verlenen van het principalaat worden door Ons bepaald.

Artikelen 75 en 76 (zie tekst hierboven voorgesteld).

DEEL X. TUCHTREGELING.

HOOFDSTUK I. - STRAFFEN.

Artikel 77.-

De straffen zijn :

1° terechtwijzing;
2° berisping;
3° blaam;
4° inhouding van wedde;
5° overplaatsing;

.../...

6° tuchtschorsing;
7° terugzetting in bezoldiging;
8° terugzetting in rang;
9° ontslag van ambtswege;
10° afzetting.

Tuchtschorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit.

Artikel 78 (zie opmerking hierboven).

Artikel 79 (onder voorbehoud van opmerking hierboven).

Geen straf mag aan de bevoegde overheid worden voorgesteld dan nadat belanghebbende is gehoord of ondervraagd.

Geen straf kan uitwerking hebben over de periode vóór de uitspraak.

Artikel 80.-

Elke straf wordt in het beoordelingsdossier opgetekend. Doorhaling van die straf geschiedt in de gevallen en op de wijze door Ons te bepalen.

Artikel 81.-

Strafvordering schorst de procedure en de tuchtuitspraak.

Ongeacht de uitslag van de strafvordering oordeelt alleen de administratieve overheid over de toepassing van tuchtstraffen.

.../...

Afdeling II. Raden van beroep.

Artikel 82.-

In elk Ministerie worden een of meer departementale raden van beroep ingesteld. Bovendien worden voor alle Ministeries samen een raad van beroep voor opperambtenaren en een Interdepartementale Raad van beroep ingesteld.

De raden van beroep omvatten een Nederlandse en een Franse afdeling. De taalregeling en eventueel de dienst waartoe de ambtenaar behoort, bepalen voor welke afdeling hij verschijnt.

Artikel 83.-

De raden van beroep hebben opdracht, Rijksambtenaren en leden van het tijdelijk personeel der Rijksbesturen tegen wie een andere dan de onder 1°, 2° of 3° van artikel 77 bepaalde tuchtstraf definitief is voorgesteld, op hun aanvraag te horen en, vóór enige beslissing van de bevoegde overheid, hun met redenen omkleed advies omtrent zodanig voorstel uit te brengen. Zij nemen eveneens kennis van aanvragen om herziening van de beoordeling en van andere maatregelen of voorstellen, die krachtens het statuut van het Rijkspersoneel en de ter uitvoering daarvan vastgestelde besluiten voor beroep vatbaar zijn.

De raad van beroep voor opperambtenaren neemt kennis van beroepen van opperambtenaren; onder opperambtenaren in de zin van dit artikel dienen te worden verstaan ambtenaren met een graad van de rangen 17, 16 of 15.

.../...

De Interdepartementale Raad van beroep neemt kennis van beroepen van de overige ambtenaren van niveau 1.

De departementale raden van beroep nemen kennis van beroepen van ambtenaren van de niveaus 2, 3 of 4.

Artikel 83bis.-

De raad van beroep voor opperambtenaren is samengesteld uit :

a) een door Ons benoemde voorzitter, magistraat, die de beide afdelingen voorzit;

b) per afdeling, de secretarissen-generaal in actieve dienst, van dezelfde taalrol als verzoeker; zij hebben zitting als assessoren.

Wanneer een van deze opperambtenaren beroep instelt, wordt zijn taak als assessor geschorst tot op zijn beroep is beschikt.

De voorzitter stelt een van de assessoren als rapporteur aan;

c) een griffier, voor iedere zaak aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

De griffier is niet stemgerechtigd;

d) een plaatsvervangend voorzitter, magistraat, aangewezen op dezelfde wijze als de voorzitter.

.../...

De secretarie en het bewaren van het archief van de raad van beroep voor opperambtenaren worden opgedragen aan de griffie van de Interdepartementale Raad van beroep.

De afdeling van de raad van beroep voor opperambtenaren beraadslaagt geldig zodra zij ten minste twee assessoren omvat.

Artikel 84.-

De departementale raden van beroep en de Interdepartementale Raad van beroep zijn samengesteld uit :

a) een door Ons benoemde voorzitter, magistraat, die beide afdelingen voorzit;

b) per afdeling, assessoren gekozen uit Rijksambtenaren in actieve dienst, die ten minste 35 jaar oud zijn en 15 jaar goede dienst tellen. Zij worden voor de helft aangewezen door de Minister en voor de andere helft door de vakorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in de bevoegde syndicale raad van advies, naar rata van hun vertegenwoordiging in die raad.

De evenredige vertegenwoordiging van de in het vorige lid bedoelde vakorganisaties wordt als volgt bepaald : in de Interdepartementale Raad van beroep één assessor per groep van één tot drie gewone leden in de algemene syndicale raad van advies; in de departementale raad van beroep één gewoon assessor per groep van één tot twee gewone leden in de syndicale raad van advies.

De assessoren, aangewezen door de vakorganisaties, moeten door de bevoegde Minister erkend worden. Deze kan de erkenning weigeren na het advies van de bevoegde syndicale raad van advies ingewonnen te hebben. Aanwijzing en

.../...

erkenning van assessoren van de Interdepartementale Raad van beroep berusten bij de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Voor weigering van de erkenning is het advies van de algemene syndicale raad van advies vereist.

Het mandaat van assessor in de in dit artikel bedoelde raden van beroep neemt een einde drie maanden na de datum, bepaald voor de installatie van de syndicale raden van advies ;

c) een ambtenaar, voor iedere zaak door de Minister van het betrokken Ministerie of door diens gemachtigde aangewezen om het betwiste voorstel te verdedigen.

Deze ambtenaar is niet stemgerechtigd;

d) per afdeling, een griffier-rapporteur, aangewezen door de betrokken Minister, in de departementale raad van beroep; door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, in de Interdepartementale Raad van beroep.

De griffier-rapporteur is niet stemgerechtigd;

e) plaatsvervangers, namelijk een voorzitter, een griffier, en assessoren, aangewezen zoals de gewone leden.

De gewone of de plaatsvervangende assessoren, die zitting hebben voor het onderzoek van een zaak, moeten behoren tot een niveau dat gelijk is aan of hoger ligt dan dat van de verzoeker.

.../...

Artikel 85.-

Wanneer in een bepaalde zaak, die voorgelegd is aan een departementale raad van beroep, een assessor niet ten minste tot verzoekers niveau behoort, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend assessor van dat of van een hoger niveau.

Wanneer te weinig plaatsvervangende assessoren aan die eis voldoen, worden binnen ten hoogste één maand, volgens de regelen die voor de aanwijzing van gewone en plaatsvervangende assessoren gelden, plaatsvervangende assessoren aangewezen, die aan alle eisen van artikel 84 voldoen.

Hoe het zij, na verloop van de termijn van een maand, beraadslaagt de betrokken raad van beroep geldig, zodra het getal van zijn assessoren ten minste gelijk is aan de helft plus één van het getal der assessoren die normaal de raad van beroep vormen, zonder dat er evenveel door de vakorganisaties als door de Minister aangewezen assessoren hoeven te zijn.

Artikel 86.-

Behalve in zaken die voor de raad van beroep voor opperambtenaren komen, heeft de verzoeker het recht eensdeels een van de door de Minister aangewezen en anderdeels een van de door de vakorganisaties aangewezen assessoren te wraken.

.../...

Artikel 87.-

Gewraakt wordt bovendien de assessor die naar het oordeel van de voorzitter als rechter in eigen zaak beschouwd zou kunnen worden.

Artikel 88.-

Om zijn voornemen te kennen te geven beroep in te stellen bij de bevoegde raad van beroep beschikt de ambtenaar hoe dan ook over een termijn van 10 dagen, ingaande de dag waarop hem wordt gevraagd, hetzij het voorstel van maatregel of straf, hetzij, in zake beoordeling, de kennisgeving van de hem voor de beoordeling toegekende vermelding te viseren.

Artikel 89.-

De zaak wordt bij de raad van beroep aanhangig gemaakt door toedoen van de Minister of zijn gemachtigde. Deze zendt het volledig dossier van de zaak door, samen met alle stukken betreffende de beoordeling van de ambtenaar.

Artikel 90.-

De raad van beroep mag over geen aanvraag beraadslagen of beslissen, indien het onderzoek niet geheel geëindigd is, indien de verzoeker niet in de gelegenheid werd gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, en indien het dossier niet alle dienende gegevens bevat opdat de raad met volle kennis van zaken advies kan geven.

.../...

Artikel 90bis.-

De raden van beroep kunnen niet beraadslagen of beslissen, indien de meerderheid van de ter zitting opgeroepen assessoren niet aanwezig is.

Behalve wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 83bis of van artikel 85, derde lid, moeten evenveel door de Minister als door de vakorganisaties aangewezen assessoren aan de stemming deelnemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer bij loting aangewezen assessoren.

Artikel 91.-

De raad kan een aanvullend onderzoek aanbevelen en vragen dat daartoe worden afgevaardigd twee assessoren die de beraadslagingen hebben bijgewoond; behalve in gevallen waarin geen assessor aangewezen is door de vakorganisaties, worden deze twee assessoren gekozen, de ene uit de door de Minister, de andere uit de door een vakorganisatie aangewezen assessoren.

Na onderzoek stuurt de raad van beroep het dossier aan de betrokken Minister en geeft hij hem kennis van zijn gemotiveerd advies. Hij vermeldt met hoeveel stemmen voor of tegen de stemming werd verkregen.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

De verzoeker en zijn verdediger kunnen ter griffie van de raad van beroep kennis nemen van het uitgebracht advies.

.../...

Artikel 92.-

Behalve bij wettige verhindering verschijnt de appellant persoonlijk; hij mag een ambtenaar van het Ministerie, in actieve dienst of gepensioneerd, een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie, naar eigen keuze, met zijn verdediging belasten.

De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de raad van beroep.

Artikel 93.-

Indien de ambtenaar, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de raad van beroep de zaak als niet meer bij hem aanhangig en doet hij het dossier toekomen aan de Minister.

Artikel 94.-

Is het advies van de raad van beroep gunstig, dan wordt de beslissing altijd door de Minister genomen of definitief voorgesteld.

De Minister of zijn gemachtigde motiveert ... (zie tekst hierboven) ...

Artikel 95.-

De assessoren, de verdediger, indien hij Rijksambtenaar is, en de verzoeker indien het advies van de raad hem gunstig is, ontvangen de volgens de verordeningsbepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

.../...

Artikel 95bis.-

De raad van beroep voor opperambtenaren en de Interdepartementale Raad van beroep ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Elke raad van beroep maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de betrokken Minister voor.

TITEL XI. PERSOONLIJKE AANSPRAKELIJKHEID.

Artikel 96.-

Buiten hun aansprakelijkheid tegenover derden zijn Rijksambtenaren tegenover het bestuur persoonlijk aansprakelijk voor de schade die zij het hebben berokkend door plichtverzuim, hetzij opzettelijk, hetzij uit nalatigheid of onvoorzichtigheid. De grenzen en de voorwaarden van die aansprakelijkheid worden door Ons bepaald. Deze aansprakelijkheid wordt gelijkgesteld met de verantwoordelijkheid die aanleiding geeft tot het opleggen van tuchtstraffen; terzake van de bestraffing gelden dezelfde rechtsmiddelen als tegen deze straffen. Op advies van de directieraad stelt de Minister de aansprakelijkheid vast en bepaalt hij de strafmaat.

Artikel 97.-

Artikel 96 vindt geen toepassing op openbare rekenplichtigen en gemachtigde ordonnateurs die, in dezen, geheel onderworpen blijven aan de hen betreffende bijzondere bepalingen, noch op andere ambtenaren wier aansprakelijkheid bij de wet geregeld is.

.../...

DEEL XII. ADMINISTRATIEVE STANDEN.

TITEL I. ALGEMENE REGELEN.

Artikel 98 (behoudens opmerking hierboven).

De Rijksambtenaar bevindt zich in een van de volgende standen :

1° dienstactiviteit;
2° non-activiteit;
3° disponibiliteit.

Artikel 99 (zoals in het ontwerp).

Artikel 100 (zie tekst hierboven voorgesteld).

TITEL II. DIENSTACTIVITEIT.

Artikel 101 (zie opmerking hierboven).

Artikel 102.-

Onder door Ons bepaalde voorwaarden krijgt de Rijksambtenaar in actieve dienst verlof :

1°, 2° en 3° ... (zoals in het ontwerp) ...;

4° voor verminderde prestaties, toegestaan na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid;

5° voor verminderde prestaties, toegestaan om sociale of gezinsredenen;

6° om een ambt uit te oefenen bij een ministerieel kabinet;

7° voor vakbondsopdrachten.

Artikel 103 (zoals in het ontwerp).

Artikel 104 (zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van opmerking hierboven).

.../...

TITEL III.- NON-ACTIVITEIT.

Artikel 105.- ... (zie opmerking hierboven) ...

Artikelen 106 en 107.- ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 107bis.-... (zie tekst hierboven voorgesteld)...

TITEL IV.- DISPONIBILITEIT.

Artikel 108.-

De Rijksambtenaar kan, onder door Ons te stellen voorwaarden, zonder opzegging in disponibiliteit worden gesteld :

1° wegens ontstentenis van betrekking of wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst ;

2° wegens bijzondere opdracht ;

3° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid ;

4° wegens persoonlijke aangelegenheden ;

5° en 6° ... (zie tekst hierboven voorgesteld) ...

Artikel 109.-

Niemand kan in disponibiliteit gesteld of gehouden worden, wanneer hij voldoet aan de eisen om in ruste te worden gesteld.

.../...

Artikel 110.-

Een wachtgeld van een door Ons te bepalen bedrag kan worden verleend aan ambtenaren die overeenkomstig 1°, 2° of 3° van artikel 108 in disponibiliteit worden gesteld.

Het wachtgeld ... (zie tekst hierboven voorgesteld)...

Artikel 111.-

Rijksambtenaren in disponibiliteit blijven ter beschikking van de Minister en kunnen , onder door Ons te stellen voorwaarden, bij vacature weder in de kaders tewerkgesteld worden.

Zij moeten, binnen de door de Minister gestelde tijd, de hun toegewezen dienst opnemen.

DEEL XIII.- DEFINITIEVE AMBTSNEERLEGGING.

Artikel 112.-

Ambtshalve en zonder opzegging worden uit hun ambt ontslagen :

1° ambtenaren, die niet regelmatig benoemd werden ;

2° ambtenaren die niet meer voldoen aan de eisen gesteld onder artikel 16, § 1, 1°, 3° en 4°, van dit statuut ;

3° zij die, na een geoorloofde afwezigheid, zonder geldige reden hun dienst niet hervatten ;

4° zij die, zonder geldige reden, hun post verlaten en meer dan tien dagen afwezig blijven ;

5° zij die artikel 9, eerste lid, van dit statuut overtreden ;

.../...

6° zij die zich, zonder geldige reden, niet naar de bepalingen van artikel 111 gedragen ;

7° zij die de standplaatsverplichting niet nakomen ;

8° zij die zich bevinden in door Ons te bepalen gevallen, waarin toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten ambtsneerlegging ten gevolge heeft ;

9° zij die lijden aan een vroegtijdige invaliditeit die onder door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor zij niet meer in staat zijn om hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen.

Dit artikel geldt, met uitzondering van 6°, mede voor stagiairs.

Artikel 113.-

Het ontslag van ambtswege krachtens artikel 112, 5°, wordt altijd door Ons uitgesproken, op het advies van de in raad vergaderde Ministers.

De Ministerraad beslist op verslag van een commissie van advies, samengesteld uit een magistraat of een ere-magistraat en twee ambtenaren of ere-ambtenaren, door Ons benoemd.

Het huishoudelijk reglement van de commissie van advies wordt door Ons goedgekeurd.

Zodra de bevoegde Minister de zaak bij de commissie van advies aanhangig maakt , schorst hij de betrokken ambtenaar overeenkomstig artikel 104 van dit besluit.

Dit artikel geldt mede voor stagiairs.

.../...

Artikel 114.-

Tot definitieve ambtsneerlegging geven ook aanleiding:

1° vrijwillig ontslag. In dit geval mag de ambtenaar slechts na behoorlijke machtiging en na een opzeggingstermijn van ten minste dertig dagen zijn dienst verlaten ;

2° definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid. Deze ongeschiktheid wordt voor ambtenaren die aan beoordeling zijn onderworpen, vastgesteld doordat zij de beoordeling "slecht" behouden over twee achtereenvolgende jaren sedert de toekenning ervan ; voor niet aan beoordeling onderworpen ambtenaren van niveau 1, wordt zij vastgesteld door een rapport van de Minister onder wie zij ressorteren ; over dit rapport wordt in Ministerraad beraadslaagd.

Deze maatregel kan echter door één terugzetting in rang worden voorafgegaan. Deze terugzetting is geen tuchtstraf.

Onder door Ons de bepalen voorwaarden kan aan belanghebbenden een vergoeding wegens ontslag worden verleend ;

3° normale inrustestelling wegens leeftijdsgrens ;

4° ontslag van ambtswege en afzetting om tuchtredenen.

De bepalingen onder 1° en 4° van dit artikel gelden mede voor stagiairs.

.../...

TITEL XIV.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 115.-

De overgangsbepalingen, die van toepassing zijn op Rijksambtenaren die vóór 8 januari 1938 in dienst waren, worden door een aanvullend besluit geregeld. Zij zullen onder meer betrekking hebben op de indeling in categorieën, op de gelijkstelling van sommige tijdelijke ambtenaren met ambtenaren in vaste dienst, op het onderbreken en het neerleggen van het ambt, op de eerbiediging van de rechten van hen die voor sommige examens zijn geslaagd en nog niet benoemd zijn in het ambt waartoe deze examens toegang verlenen.

Artikelen 116 en 117 .- ... (zoals in het ontwerp) ...

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur, et par MM. J. LIGOT et A. VANDER STICHELE, substituts.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De Heren :

eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur en door de HH. J. LIGOT en A. VANDER STICHELE, substituten.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.